

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Après six mois de mobilisation contre la réforme des retraites

PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

- **L'UE fragilisée par la guerre en Ukraine**
- **Allemagne : les effets de la guerre en Ukraine**
- **Les grèves en Grande-Bretagne**
- **Le chlordécone en Martinique et en Guadeloupe**
- **Friedrich Engels, les sociétés préhistoriques et l'oppression des femmes**

## Au sommaire de ce numéro

Réforme des retraites: les leçons de six mois de mobilisation	1
L'Union européenne fragilisée par la guerre en Ukraine et par l'aggravation des tensions internationales	4
Allemagne: les effets de la guerre en Ukraine	11
Grande-Bretagne: où en est le renouveau des grèves?	17
Le scandale du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe	21
Friedrich Engels, les sociétés préhistoriques et l'oppression des femmes	27

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-

## Après six mois de mobilisation contre la réforme des retraites

- L'UE fragilisée par la guerre en Ukraine
- Allemagne: les effets de la guerre en Ukraine
- Les grèves en Grande-Bretagne
- Le chlordécone en Martinique et en Guadeloupe
- Friedrich Engels, les sociétés préhistoriques et l'oppression des femmes

Mobilisations contre la réforme des retraites, à Paris, 15 mai 2023

## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière  
<http://www.lutte-ouvriere.org>  
Site multilingue de l'Union communiste internationaliste  
<http://www.union-communiste.org>  
E-mail:  
[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## Réforme des retraites : les leçons de six mois de mobilisation

**Le début de cette année 2023 a été marqué par la mobilisation du monde du travail contre la réforme des retraites, son refus de travailler jusqu'à 64 ans et d'être sacrifié pour les profits.**

Toutes catégories mélangées, des ouvriers aux cadres, du privé ou du public, des petites ou des grandes entreprises, dans les petites ou les grandes villes, des millions de travailleurs ont relevé la tête. Par la grève, les manifestations ou leur solidarité avec celles-ci, ils ont exprimé leur refus d'accepter qu'il n'y aurait pas d'argent pour les retraites, les salaires, les écoles et les hôpitaux, alors que les milliards coulent à flots pour les grands actionnaires ou pour le budget militaire.

Pendant plusieurs mois, les préoccupations des classes populaires ont été au centre de l'actualité. Les manifestants et les porte-parole des syndicats étaient interviewés et invités dans les médias, tandis que les faits divers étaient relégués au second plan.

Macron et ses ministres espéraient régler l'affaire en quelques semaines. Ils comptaient sur la complicité des députés et sénateurs de droite, les difficultés financières des travailleurs et l'hostilité d'une fraction de la population aux grèves et aux manifestations. À l'inverse, même s'ils ont fini par passer en force, ils ont dû faire face à la mobilisation sociale la plus massive depuis bien des années.

Il faut tirer des leçons de cette mobilisation.

**NI BON PRÉSIDENT,  
NI BON PARLEMENT,  
NI BONNE CONSTITUTION**

Le premier enseignement est que les travailleurs n'ont rien à attendre ni des institutions étatiques, ni du dialogue social, ni de l'alternance politique.

Ceux qui espéraient que le rejet de la réforme par l'opinion et dans les manifestations massives aboutirait au retrait ont dû se rendre à l'évidence que cela ne suffisait pas : dans ce système capitaliste dit démocratique, le gouvernement sert une minorité privilégiée, fût-ce en s'asseyant sur l'avis ultra-majoritaire. Ceux qui ont placé leur espoir dans une motion de censure à l'Assemblée

ou dans les « sages » du Conseil constitutionnel en ont été pour leurs frais. La Constitution et les règlements du Parlement sont précisément conçus pour qu'un gouvernement puisse faire passer des lois réactionnaires même quand il est minoritaire.

Les dirigeants de l'intersyndicale ont réclamé à cor et à cri le retour au dialogue social. À chaque étape du mouvement, ils ont calé le calendrier des manifestations sur l'agenda parlementaire en appelant au sens des responsabilités des députés ou des sénateurs. Ils ont réclamé d'être reçus à l'Élysée. Mais le seul dialogue que connaît le gouvernement, c'est l'envoi de sa police contre les manifestants ou contre les travailleurs en lutte, comme les ouvrières de



**Des manifestations se sont déroulées dans des centaines de villes. Ici le 11 février à Bourg-en-Bresse (Ain).**



**Les responsables de l'intersyndicale au grand complet visiblement émuillés d'aller rencontrer Borne à Matignon, le 5 avril 2023.**

Vertbaudet, en grève pour leur salaire, qui avaient osé installer un piquet de grève devant leur entreprise.

Aujourd'hui, les opposants politiques de Macron, qu'ils soient du Rassemblement national ou de la gauche gouvernementale, répètent : « Votez pour nous en 2027 et nous reviendrons sur les 64 ans. » C'est un gros mensonge. Revenir sur cette loi, sans augmenter les cotisations salariales ou allonger encore la durée de cotisation, c'est faire payer d'une façon ou d'une autre le grand patronat.

Or Marine Le Pen, toute démagogue qu'elle soit, est trop respectueuse de l'ordre social et des capitalistes pour vouloir les faire payer. Même pour assurer 10 % d'augmentation de salaire, elle propose, non pas de prendre sur les profits, mais sur les cotisations sociales ! Si Le Pen est élue, elle fera là où la bourgeoisie lui demandera de faire.

Quant à la gauche, qui brasse du vent avec la VI<sup>e</sup> République, elle s'est couchée devant les diktats de la bourgeoisie à chaque fois qu'elle s'est retrouvée au pouvoir. Sur la question des retraites, elle n'est jamais revenue sur les attaques des Balladur, qui a mis fin aux 37,5 annuités, Fillon ou Sarkozy, qui ont

mis fin à la retraite à 60 ans. Pire, avec la réforme Touraine adoptée sous Hollande en 2014, elle a allongé la durée de cotisation à 43 ans. Si elle revient au pouvoir, la gauche fera ce qu'elle fait aujourd'hui dans les grandes villes, les départements ou les régions qu'elle dirige : elle déroulera le tapis rouge au grand patronat.

### ENGAGER LE COMBAT CONTRE LA BOURGEOISIE

Le second enseignement à tirer de ces six mois de mobilisation, c'est que les travailleurs ne pourront pas gagner en menant leurs luttes à l'économie.

Alors que Macron, lui, était déterminé à réaliser jusqu'au bout les attentes de la bourgeoisie et des financiers, notre classe sociale n'a pas utilisé son arme principale : la grève qui se répand d'usine en usine et de secteur en secteur. La force de la grève n'est pas qu'elle bloque l'économie, c'est avant tout qu'elle bloque la machine à faire du profit et touche directement le patronat au portefeuille, la seule chose qui compte pour lui. La grève libère les travailleurs de leur poste de travail auquel, en temps normal, ils sont enchaînés physiquement, et même

mentalement. La grève permet aux travailleurs de discuter de leurs affaires, de s'organiser, de prendre des initiatives et se faire craindre et d'inverser le rapport de force.

Quand la grève est dirigée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes, et pas d'en haut par les bureaucraties syndicales, ils découvrent leur capacité non seulement à agir, mais surtout à prendre des initiatives et à s'organiser pour les réaliser. C'est ce type de grève qu'il faut préparer.

Les grèves éparées qui se déroulent dans de nombreuses entreprises à travers le pays pour des augmentations de salaire, des grèves souvent difficiles pour obtenir un simple rattrapage du pouvoir d'achat détruit par l'inflation, montrent que les capitalistes, malgré leurs immenses profits, ne céderont rien facilement. Au contraire, aidés du gouvernement, ils sont prêts à nous faire revenir une génération en arrière.

Pour défendre notre droit à l'existence, il nous faudra contester le droit de la classe capitaliste à imposer ses diktats sur toute la société, sa capacité à exacerber toutes les divisions entre nous pour mieux exploiter notre travail.

Le combat contre la classe capitaliste est un combat vital, mais difficile et qui ne peut se mener à moitié.

Il faut être déterminés à aller jusqu'à renverser le pouvoir de la bourgeoisie. Les travailleurs doivent prendre le pouvoir politique, contester la propriété privée sur les entreprises, les exproprier, les regrouper et les gérer collectivement pour satisfaire les besoins de tous.

Cette conviction n'est ni celle des partis de gauche, qui aspirent à gérer un État façonné pour la bourgeoisie, ni celle des chefs syndicaux, qui aspirent à être reconnus comme les avocats et les porte-parole exclusifs

NVO.FR



*Début juin 2023, la police vient déloger le piquet des ouvrières grévistes de Vertbaudet, dans le Nord. C'est cela le dialogue social.*

des travailleurs.

Mais elle doit être celle de tous les militants conscients que l'émancipation des travailleurs ne pourra venir que des travailleurs eux-mêmes, parce qu'ils disposent d'une immense force collective. Cela implique qu'ils se donnent les moyens de

faire émerger au cours de leurs combats des instruments pour les diriger, les organiser eux-mêmes, et les mener jusqu'au bout : comités de grève, conseils de travailleurs, voire milices ouvrières.

Dans cette période de crise aiguë, dans cette période où la

rivalité entre groupes capitalistes du monde entier est exacerbée, la bourgeoisie ne lâchera rien. Autrement dit, la lutte pour défendre nos conditions d'existence est indissociable de la lutte pour renverser le pouvoir de cette bourgeoisie.

18 juin 2023

DR



*Au-delà des retraites, bien des travailleurs ont mis en avant leurs revendications. Ici une banderole des hospitaliers de la Croix-Rousse dans la manifestation du 7 février à Lyon.*



## L'Union européenne fragilisée par la guerre en Ukraine et par l'aggravation des tensions internationales

**L'Union européenne (UE), déjà affaiblie par le Brexit en 2020, est mise à rude épreuve par l'aggravation des tensions militaires et économiques internationales. D'une part, le renforcement de l'interventionnisme américain dans l'est et le nord de l'Europe se fait au détriment de l'influence des deux plus grandes puissances européennes, la France et l'Allemagne, sur le reste du continent. D'autre part, les pays membres de l'UE ont des divergences d'intérêts économiques, que l'existence de l'Union européenne n'a jamais fait disparaître, et qui deviennent de plus en plus aiguës avec l'aggravation de la crise économique et des tensions internationales. Dans ce contexte, chacun tente de jouer sa carte, tandis que l'Union européenne se révèle de plus en plus impuissante.**

### UN SOUTIEN MILITAIRE EN ORDRE DISPERSÉ

Certes, l'Union européenne, qui compte actuellement 27 membres et s'étend sur plus de la moitié du continent européen, peut apparaître unie contre la Russie pour soutenir l'État ukrainien. À entendre les représentants des institutions européennes, l'UE est unanime. Mais les positionnements politiques des États membres comportent des différences qui sont plus que des nuances. Alors que la dirigeante italienne Meloni fait assaut de déclarations de soutien aux États-Unis et à l'OTAN, Macron a déclaré, en mai 2022, qu'il ne fallait pas humilier la Russie ; puis encore, en février 2023, ne pas être de ceux qui veulent écraser la Russie. Il tente ainsi de préserver une attitude traditionnelle de l'État français qui consiste, depuis de Gaulle, à se démarquer un peu du soutien aux États-Unis, tout en faisant fondamentalement

partie du camp occidental. Si la Grèce a été le premier État de l'UE à envoyer des armes à l'Ukraine, il a fallu un an pour que l'Allemagne accepte de lui livrer des chars, sous la pression de l'OTAN ; mais à présent, l'Allemagne se positionne comme l'un des plus grands soutiens européens à l'Ukraine, et de façon bien plus active que la France.

On observe la même ambiguïté en ce qui concerne le soutien militaire direct à l'Ukraine. La guerre a renforcé les outils créés par l'UE pour financer une partie des budgets militaires, en conduisant à l'augmentation du budget de la Facilité européenne pour la paix (FEP). Créé en mars 2021, ce fonds, qui peut rembourser les États membres pour certaines de leurs livraisons militaires, devait couvrir un montant total de dépenses militaires de 5,6 milliards d'euros pour la période 2021-2027. En mars 2023, le budget avait déjà été augmenté à 7,9 milliards d'euros. Le chef de la FEP, Josep

Borrell, apporte sa pierre au discours de préparation des esprits à la généralisation de la guerre, en déclarant qu'il faut « *passer à une mentalité de guerre* ». Mais les quelques milliards versés par la FEP ne pèsent pas lourd par rapport aux 48 milliards de dollars déjà apportés par les États-Unis. Et, surtout, ils ne constituent pas l'essentiel des dépenses européennes de soutien militaire à l'Ukraine, car chaque État membre mène sa propre politique en ce domaine : l'essentiel de l'aide des pays européens à l'Ukraine passe par leur budget national. Et, entre la France (650 millions d'euros), l'Allemagne (3,6 milliards) et la Pologne (3,5 milliards, pour un PIB bien inférieur), l'ampleur de l'effort budgétaire est très variable.

Quant au renforcement des budgets militaires nationaux, il est réel partout, mais l'Union européenne ne s'arme pas en tant qu'Union : chacun de ses membres s'arme, ce qui est tout

à fait différent, et chacun fait son marché sans tenir compte de ses partenaires européens : l'Allemagne a ainsi acheté des avions de chasse américains, et non français. Seuls 18 % des investissements militaires dans l'UE impliquent une coopération entre États membres ; les États européens préparent la guerre, mais chacun de son côté. Il n'existe d'ailleurs pas de commandement militaire européen comparable à celui de l'OTAN, dont sont membres 22 des 27 États de l'UE. Il n'existe pas non plus d'industrie de guerre européenne : le projet de construction d'un avion de combat européen, le Scaf, sur la base d'une collaboration entre la France, l'Allemagne et l'Espagne, traîne depuis des mois, du fait de la concurrence entre les industriels français et les industriels allemands. En décembre 2022, la France a marqué un point en obtenant que le français Dassault dirige le projet, mais le

feuilleton n'est certainement pas terminé et l'avion ne risque pas de voler avant plusieurs années, s'il voit réellement le jour.

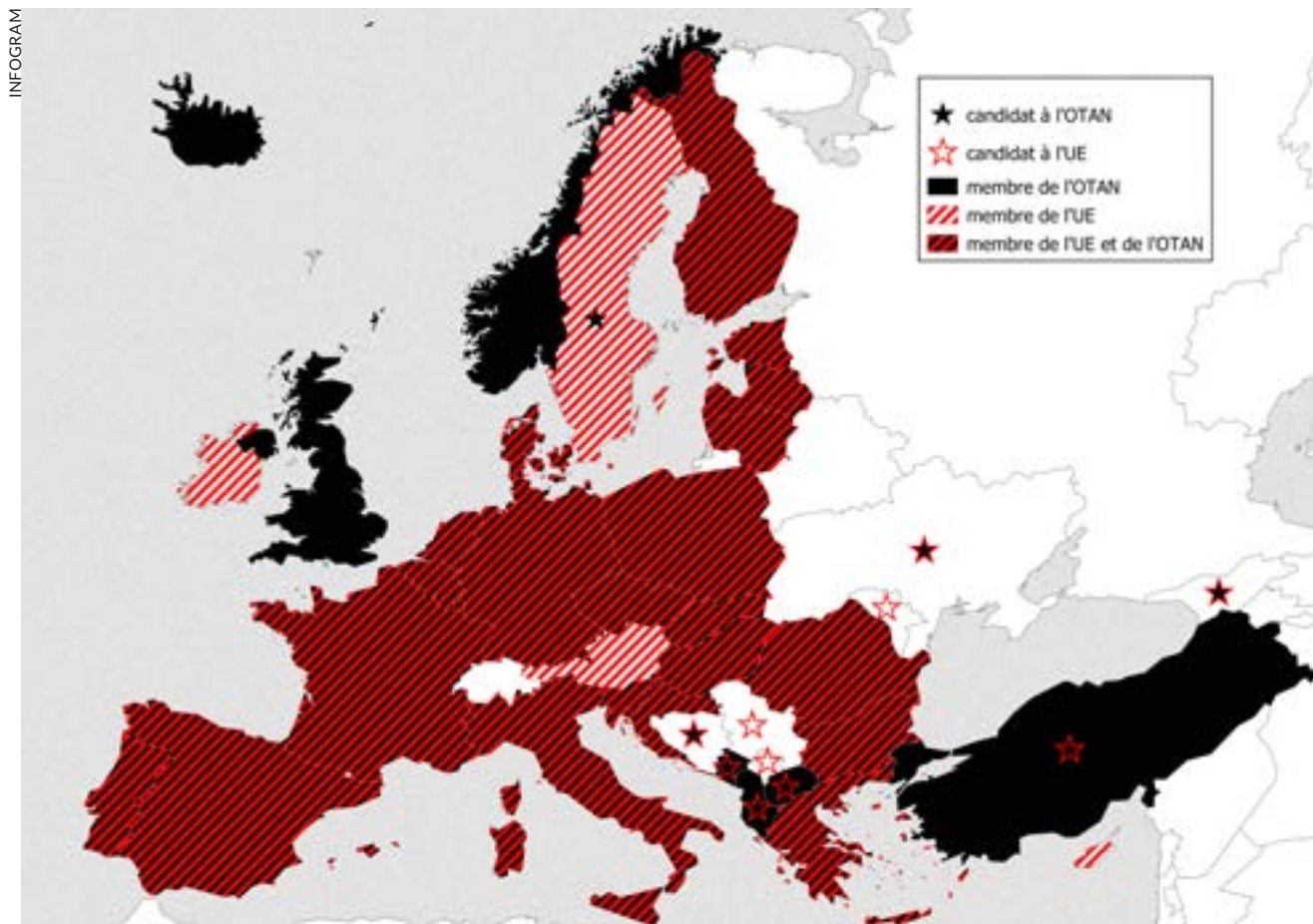
### LA RESTRICTION DES RELATIONS ÉCONOMIQUES AVEC LA RUSSIE : UN EFFET VARIABLE SELON LES PAYS

Les intérêts industriels et financiers des États européens divergent aussi en ce qui concerne l'évolution des relations économiques entre la Russie et le reste du continent européen. Ces relations avaient déjà été réduites depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, mais la guerre en cours marque un changement d'échelle.

En ce qui concerne les investissements en Russie, une partie des entreprises capitalistes européennes ont bien été obligées de se désengager de l'économie russe, sous la pression américaine. Toutes ne l'ont pas fait :

fin novembre 2022, seules 8,3 % des filiales russes de groupes européens avaient été vendues, contre 18 % des filiales de groupes américains. Il faut dire que les entreprises européennes ont bien davantage à perdre à ce désengagement que les capitalistes américains. Mais, au sein de l'UE, le problème ne se pose pas avec la même acuité pour tous les pays membres et ce sont sans aucun doute les entreprises allemandes pour lesquelles la situation est la plus problématique. Ce sont d'ailleurs elles qui rechignent le plus à quitter la Russie, ce qui explique que, en novembre 2022, 19,5 % des entreprises étrangères actives en Russie étaient allemandes (pour 12,4 % d'américaines, 7 % de japonaises et 5,6 % de françaises).

Certes, les capitalistes français ont eux aussi des intérêts importants en Russie. En 2019, la France était le deuxième investisseur étranger en Russie, derrière l'Allemagne. Auchan,



L'Europe, l'Union européenne et l'OTAN.



*La banque Rosbank de Moscou avant qu'elle ne soit revendue par la Société générale à un fonds russe, en mai 2022.*

Leroy Merlin, Danone, Saint-Gobain, LVMH, Société générale, Renault, Total... de nombreux grands groupes français y étaient implantés. Certains, comme Auchan, n'ont pas quitté la Russie. Quant à la Société générale, qui a vendu sa filiale Rosbank, elle aurait perdu plus de 3 milliards d'euros.

Les liens économiques de la Russie avec l'Allemagne étaient et restent beaucoup plus forts qu'avec tout autre grand pays européen. Au début de la guerre, d'après le ministre de l'Économie allemand, les entreprises allemandes avaient environ 20 milliards d'euros investis en Russie. En 2015, lors des premières sanctions européennes à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, 8 000 entreprises actives en Russie avaient une participation allemande à leur capital. Pour certains trusts allemands, la Russie était un marché très important : Siemens y a investi 1,3 milliard d'euros entre 2005 et 2015, année où il a obtenu un contrat de plus d'un milliard d'euros pour l'entretien de trains sur quarante ans. La guerre n'a pas mis fin à toutes les activités économiques occidentales en Russie, mais elle les a ralenties et compliquées,

et cette évolution a des conséquences beaucoup plus lourdes pour l'Allemagne que pour tout autre pays de l'UE.

Il en est de même pour le ralentissement des échanges commerciaux. Celui-ci a touché de nombreux secteurs, mais pèse plus sur l'économie allemande que sur les autres. Si la baisse drastique des exportations italiennes dans le secteur de l'habillement a certainement posé un problème à certains capitalistes italiens, le problème est d'une tout autre ampleur en Allemagne : les exportations vers la Russie y ont baissé de 60 % en 2022.

Mais l'effet le plus grave de la guerre sur l'économie de certains pays européens, et en particulier de l'Allemagne, tient aux sanctions prises par l'UE sur les importations de produits russes. Pour l'Allemagne, la fin de l'accès au gaz russe est un problème majeur. L'Allemagne avait misé sur le gaz russe en investissant dans les gazoducs Nord Stream 1, ouvert en 2012, et Nord Stream 2, qui devait ouvrir lorsque l'invasion russe a interrompu le processus. Les États-Unis y étaient opposés, bien avant la guerre en Ukraine,

et avaient d'ailleurs pris des sanctions contre les entreprises américaines qui y participeraient. L'UE n'était pas unanime sur le sujet. La Pologne le dénonçait comme liant trop l'Europe à la Russie, et surtout contournant la Pologne : la Russie avait ainsi les moyens de couper les livraisons de gaz à la Pologne, tout en maintenant celles à destination de l'Allemagne. Ce problème est devenu moins aigu avec l'ouverture du Baltic Pipe, qui permet d'acheminer du gaz norvégien en Pologne en passant par le Danemark. La France, quant à elle, était intéressée au projet, car Engie en était l'un des plus gros acteurs, mais ne l'a pas toujours franchement soutenu. Au début de la guerre, l'Allemagne a dû abandonner la mise en service de Nord Stream 2 ; c'est donc la guerre en Ukraine qui a tranché dans ce différend entre pays de l'UE, au détriment des capitalistes allemands, contraints de payer l'énergie beaucoup plus cher qu'auparavant, et au bénéfice des États-Unis, à qui les restrictions sur le gaz russe offrent des perspectives de marché pour le gaz de schiste produit sur leur territoire.

La France a pour l'instant eu plus de succès sur le nucléaire.





*Le réseau des gazoducs entre la Russie, l'Allemagne et les États d'Europe de l'Est.*

En février 2023 encore, alors que le Parlement européen avait voté une résolution pour exclure du marché européen toutes les entreprises russes, la Commission européenne a limité l'effet de cette résolution en excluant des sanctions l'entreprise russe Rosatom, géant du nucléaire, qui représente 40 % de l'enrichissement de l'uranium dans le monde. Cette décision correspond aux intérêts de la France, où l'énergie nucléaire représente les trois quarts de la production d'électricité. De fait, le nucléaire est encore à ce jour un secteur épargné par les sanctions européennes.

La France et l'Allemagne ne sont pas seules à défendre leur pré carré : le dixième train de sanctions, voté fin février, a été retardé parce que la Pologne demandait un durcissement des restrictions aux importations de caoutchouc synthétique russe vers l'Union ; finalement, les exemptions et périodes de transition prévues ont été maintenues pour préserver l'industrie des pneumatiques, notamment à la demande de l'Italie. Dans

cette résistance polonaise, le fait que le premier fabricant européen de caoutchouc synthétique, Synthos, est basé en Pologne a certainement joué autant que l'opposition au caoutchouc russe.

Au contraire, la Grèce ne peut que se réjouir de la rupture des échanges de gaz avec la Russie, car cela favorise l'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) par la mer Égée ; le port grec d'Alexandroupoli, à la frontière avec la Turquie, est en pleine restructuration pour accueillir du GNL américain. C'est d'ailleurs aussi par ce port que transitent une partie des armes américaines destinées à l'Ukraine. Par ailleurs, cela n'empêche nullement les armateurs grecs de profiter de l'embargo sur les produits pétroliers russes. Ils les transfèrent sur leurs navires (à prix cassé, la Russie n'ayant pas le choix), pour les revendre ensuite à bon prix sous un pavillon de complaisance.

Quant aux pays de l'est de l'Europe, même ceux qui ont une position très favorable au soutien militaire à l'Ukraine,

ils pâtissent de l'afflux de produits agricoles ukrainiens, qui fait baisser les prix des produits agricoles locaux. Mi-avril 2023, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie ont donc interdit l'entrée de ces produits, sans tenir compte des règles de fonctionnement de l'UE qui, sur une telle question, aurait dû être consultée. La Commission européenne a protesté, et finalement le transit de céréales ukrainiennes a de nouveau été autorisé par ces trois pays, après avoir obtenu des aides financières de l'UE pour cela, mais d'autres produits agricoles, dont la viande et le lait, restent soumis à restriction. L'épisode révèle que chacun fait ce qu'il veut sur les sujets importants pour son économie, de même que chaque train de sanctions révèle les disparités dans les réseaux commerciaux et les intérêts industriels de l'UE.

On peut faire le même constat sur la question d'une éventuelle intégration de l'Ukraine à l'Union : pour des raisons d'affichage politique, la candidature de l'Ukraine a été acceptée en juin 2022, mais la France n'est

pas vraiment enthousiaste à cette perspective, notamment parce que l'Ukraine est un grand producteur agricole et que son entrée dans l'Union menacerait les bénéficiaires que son secteur agroalimentaire tire de la PAC (politique agricole commune).

Ainsi, qu'il s'agisse du soutien militaire à l'Ukraine, de l'évolution des relations économiques avec la Russie ou des relations futures avec l'Ukraine, les intérêts et positions des pays membres divergent, même si, pour l'instant, l'UE parvient à afficher une relative unanimité sur ces sujets.

### LA GUERRE, ACCÉLÉRATEUR DES TENSIONS DANS L'UE

Cette unanimité, même de façade, est plus que précaire. Car la guerre en Ukraine exacerbe les divergences d'intérêts économiques entre les bourgeoisies européennes, en particulier face à la bourgeoisie américaine.

La guerre renforce le poids diplomatique et militaire des États-Unis, à travers l'OTAN, dans l'Europe de l'Est et du Nord, au détriment de la France et de l'Allemagne. Depuis 1991, l'OTAN n'a cessé de se renforcer en Europe de l'Est, et la perspective que l'Ukraine puisse y être intégrée fait d'ailleurs partie des éléments qui expliquent l'invasion russe. Depuis le début de la guerre, la Finlande a été intégrée à l'OTAN et la Suède devrait suivre, rompant avec des décennies de neutralité. La présence des troupes de l'OTAN en Europe a été renforcée, ce qui a autorisé le président américain Joe Biden à se réjouir, en juin 2022, d'une « otanisation de l'Europe ». Or, bien que l'OTAN ait formellement une direction multinationale, le fameux Commandement intégré, elle constitue fondamentalement un bras armé des États-Unis. Ceux-ci accentuent par ailleurs

leur présence militaire directe en Europe : 100 000 soldats américains sont actuellement déployés en Europe, 20 000 de plus qu'avant la guerre.

Le pays de l'est de l'Union européenne le plus nettement engagé dans le camp américain est sans aucun doute la Pologne. Voisine de l'Ukraine, elle a déjà consacré 3,5 milliards d'euros à l'aide militaire, humanitaire et financière à ce pays depuis le début du conflit, soit 0,6 % du PIB polonais (alors que, pour la France, l'effort budgétaire représente 0,07 % du PIB). L'État polonais a livré huit avions de guerre et son président, Duda, se déclare même prêt à livrer toute sa flotte de chasseurs MiG-29 (des modèles, il est vrai, bien anciens). La Hongrie pour sa part a une attitude beaucoup plus attentiste, du fait notamment de sa dépendance à l'égard du nucléaire russe. Elle a par exemple traîné les pieds pour donner son accord à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, de même que la Bulgarie. L'appartenance commune de la Hongrie et de la Pologne à l'Union européenne ne pèse donc pas lourd par rapport à la divergence entre leurs intérêts économiques et stratégiques, et ne limite que très superficiellement les tensions entre ces deux pays.

Ces attitudes sont révélatrices du fonctionnement de l'Union européenne, dont l'élargissement depuis trente ans n'a pas créé une réalité dépassant les intérêts nationaux. Mais, dans la crise actuelle, ces intérêts nationaux peuvent prendre plus nettement le pas sur les bénéfices apportés aux capitalistes européens par l'unification du marché et la libre circulation des marchandises. En témoignent les tensions entre la France et l'Allemagne, pour lesquelles, historiquement, l'unification européenne devait servir d'arène de négociation pacifique.

Malgré les déclarations d'amitié réciproques entre Emmanuel

Macron et Olaf Scholz, et malgré la mise en scène du « couple franco-allemand », ces tensions se multiplient, autour des prix de l'énergie, du soutien de chaque État à ses propres capitalistes au détriment des autres entreprises européennes, de l'évolution de l'industrie automobile, de la politique monétaire européenne, etc. Tous les sujets sur lesquels les intérêts franco-allemands étaient déjà divergents avant la guerre prennent aujourd'hui une dimension plus tendue, plus conflictuelle. Et les relations entre les autres pays membres sont elles aussi susceptibles d'évoluer en fonction de l'aggravation des tensions internationales. Si l'Allemagne tente de conserver des relations privilégiées avec les pays de l'Europe centrale et orientale, dans lesquels elle a, actuellement et historiquement, des intérêts économiques majeurs, la France consolide par exemple ses rapports avec l'Espagne, avec laquelle elle vient de signer un traité bilatéral d'amitié et de collaboration.

Même la réaction au protectionnisme massif de l'État américain, qui pose problème à tous les États européens, n'a rien d'uni, ni même de concerté. Le plan américain, l'Inflation Reduction Act, adopté à l'été 2022, prévoit que l'État américain dégage plus de 430 milliards de dollars, dont une partie sera consacrée à subventionner les entreprises produisant aux États-Unis, avec parfois des clauses impliquant que les composants des produits industriels soient eux aussi produits sur le sol américain. Si l'enjeu déclaré est de limiter la dépendance des États-Unis à l'égard des fournisseurs chinois, les entreprises européennes risquent elles aussi de perdre des marchés. Certaines grandes entreprises, comme BMW ou Volkswagen, cherchent donc à s'implanter aux États-Unis pour profiter des subventions de l'État américain. Cela ne les empêche pas



*Olaf Scholz et Emmanuel Macron rendent visite à Volodymyr Zelenski, à Kiev le 16 juin 2022 : une union de façade.*

de réclamer en même temps des subventions européennes en menant un chantage à la délocalisation. Mais l'UE est incapable de mener une politique de subvention unifiée aux capitalistes : les choix de subventions se heurtent à la concurrence interne à l'Union européenne. L'une des grandes mesures prises par l'UE en février dans le cadre de son Plan industriel vert est ainsi... d'autoriser les États membres à augmenter leurs propres subventions nationales, au risque de renforcer la concurrence entre les pays européens pour attirer les investissements.

Certes, l'Union européenne cherche aussi à soutenir directement les capitalistes européens, comme elle l'a d'ailleurs fait au moment de la crise du Covid. Le Pacte vert, déclinaison du Plan industriel vert, augmente, sous prétexte de lutte contre le dérèglement climatique, les taxes sur les produits importés depuis des pays plus émetteurs de gaz à effet de serre, pour que ces produits importés soient taxés de la même façon que les entreprises produisant en Europe, qui doivent payer une taxe carbone lorsqu'elles dépassent un certain seuil d'émissions. Mais c'est peu de chose par rapport à l'impasse des négociations sur des sujets autrement brû-

lants. En particulier, les pays membres s'empoignent sur la réforme du marché européen de l'électricité. Actuellement, le prix de gros de l'électricité est déterminé principalement par le coût de la matière première la plus chère ; l'explosion des prix du gaz a donc fait monter le prix de l'électricité même en France, dont la production électrique est surtout nucléaire. Dans le contexte actuel, ce système est plus adapté aux intérêts des industriels allemands, qui s'opposent farouchement à sa refonte. Quant à la politique en matière monétaire, elle se heurte elle aussi à l'existence d'États et de budgets nationaux : alors que l'Allemagne plaide pour des taux d'intérêt européens plus élevés, l'Italie, particulièrement endettée, risque d'en souffrir, car elle devrait emprunter à un taux encore plus coûteux sur les marchés financiers.

En réalité, dans l'UE, toute évolution des règles commerciales et financières entre États est, depuis toujours, le produit de longues et complexes tractations. Ce n'est qu'en 2023 que 17 pays membres de l'UE ont réussi à créer un brevet unitaire, évitant aux industriels de déposer un brevet dans chaque pays membre, et ils ont pour cela dû signer un accord intergouverne-

mental sans lien juridique avec l'UE, parce que certains pays membres s'y sont toujours refusés, comme l'Espagne. Et il a fallu dix ans pour parvenir à une directive imposant, en 2024, un chargeur universel pour les téléphones portables vendus dans l'UE. À un tout autre niveau, face au plan américain, il a fallu des mois pour acter le simple principe d'un fonds de soutien, le Fonds souverain européen, en février 2023. Sa mise en place, si elle aboutit, impliquera des négociations serrées entre les pays membres pour son utilisation, d'autant que, s'il est soutenu par la France et l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas n'en ont accepté le principe qu'à reculons. On est très loin d'une capacité de réaction comparable à celle de l'État américain.

De fait, les pays membres de l'UE les plus riches mènent chacun sa propre politique, tant pour protéger leurs industriels contre la concurrence au sein du marché européen que pour conserver leur place sur le marché américain. Et, pour y parvenir, tous n'ont pas les mêmes moyens. L'Allemagne, particulièrement touchée par la hausse du prix de l'énergie du fait du poids des importations de gaz russe dans son approvisionnement avant la guerre, a annoncé un plan de 200 milliards

pour soutenir ses capitalistes, en plaçant ses partenaires européens devant le fait accompli. Si tous les États européens soutiennent massivement leurs capitalistes, les moyens dont dispose l'État allemand lui donnent un poids bien supérieur à celui des autres, y compris de la France. Ce plan allemand, du fait de son ampleur, risque donc d'aggraver la course aux subventions en Europe et la concurrence entre pays membres, au point que le journal *Les Échos*, en octobre 2022, le qualifiait de « bombe à retardement pour l'Europe [...] qui risque de devenir un véritable Far West ».

#### LA BOURGEOISIE RESTE INCAPABLE DE CRÉER UNE VÉRITABLE UNITÉ EUROPÉENNE

Ainsi, dans la crise actuelle, l'Union européenne apparaît de plus en plus traversée de tensions. Les pays membres font assaut de proclamations sur leur attachement à l'UE mais, derrière les mots, il y a les faits : chacun joue de plus en plus sa carte, tant sur le plan stratégique que sur le plan économique, à l'égard de la Russie comme à l'égard des États-Unis.

Jusqu'où ces tensions entre États membres peuvent-elles aller ? Il est impossible de le prévoir. Mais ce serait une folie que de compter sur cette alliance entre États impérialistes pour éviter le retour de la guerre en Europe occidentale. L'Union européenne n'a pas été créée pour garantir la paix entre les peuples, mais pour servir de cadre de négociation entre les pays européens les plus riches, organiser leur domination sur le reste du continent, et leur donner accès à un vaste marché unifié. Il s'agit d'une institution

au service des bourgeoisies européennes, qui a fondamentalement le même rôle de défense des intérêts capitalistes que les États nationaux, mais sans avoir des moyens comparables. Sur tout, après plusieurs décennies d'existence, l'Europe unifiée à la manière capitaliste n'a pas permis de surmonter les divergences d'intérêts entre bourgeoisies européennes. Elle n'a pas supprimé les intérêts nationaux divergents entre les bourgeoisies européennes ; elle les encadre, tant qu'il leur est plus profitable de collaborer que de s'affronter.

L'existence de l'UE est un produit des contradictions du capitalisme pourrissant : les frontières nationales sont depuis longtemps dépassées et les capitalistes eux-mêmes ont besoin de développer des formes d'unification et de coopération. Mais ils ne peuvent fondamentalement pas se passer des États nationaux à leur service et des prés carrés qu'ils leur procurent.

Dans cette période d'aggravation des tensions économiques et militaires, l'Union européenne peut encore servir aux capitalistes européens pour tenter de résister à la concurrence américaine, et parce qu'elle leur fournit un marché intérieur bien plus vaste que le plus grand des marchés nationaux. Mais elle peut aussi devenir un cadre dépassé, du point de vue de la bourgeoisie, face à l'aggravation de la crise mondiale du système capitaliste.

Que l'Union européenne reste utile aux bourgeoisies européennes et qu'elles la préservent, ou qu'elle devienne gênante pour les pays qui voudraient mener leur propre barque, ne change pas grand-chose pour les travailleurs, au sens où les États nationaux, tout comme l'Union européenne, sont des

outils au service de la bourgeoisie : que les coups viennent de Bruxelles ou de Paris, ils restent des coups. Mais il est certain que les politiciens de la bourgeoisie, toutes tendances confondues, chercheront à solidariser les travailleurs avec la politique que leur dicteront les intérêts de leurs capitalistes : soit avec des discours sur la paix et l'unité entre les peuples européens, qui masquent les négociations de marchands de tapis entre pays de l'UE et la politique impérialiste de l'Europe dans le monde, soit avec des discours sur la défense de la nation contre les diktats européens. Dans les deux cas, ces discours servent et serviront à mettre la population à la remorque des intérêts de la bourgeoisie.

Les travailleurs européens n'ont pas à choisir entre l'UE et l'État national, qui sont deux instruments de la bourgeoisie. Face aux bruits de bottes, les travailleurs ont à défendre leur propre politique, qui implique une perspective internationaliste. Les frontières nationales ne servent qu'à diviser les peuples et à garantir des marchés aux capitalistes de tel ou tel pays. Si l'Union européenne n'a rien à voir avec l'unification du continent européen, celle-ci n'en est pas moins une nécessité. Mais elle ne sera possible que sous la direction du prolétariat au pouvoir. Comme l'écrivait Trotsky dès 1914 : « Pour le prolétariat européen, il ne s'agit pas de défendre la "patrie" nationale, qui est le principal frein au progrès économique. Il s'agit de créer une patrie bien plus grande : les républiques des États-Unis d'Europe, première étape sur la voie qui doit mener aux États-Unis du monde. » Cette perspective est encore plus nécessaire et urgente aujourd'hui.

20 juin 2023



## Allemagne: les effets de la guerre en Ukraine

**Ce texte est issu du forum présenté à la fête de Lutte ouvrière par nos camarades du Bund Revolutionärer Arbeiter (UCI), le 28 mai 2023.**

Peu après le début de la guerre en Ukraine, début 2022, le chancelier social-démocrate Olaf Scholz, à la réputation de taciturne, avait annoncé avec pas mal d'emphase rien moins qu'un « changement d'époque ». Mais, de fait, cette guerre a considérablement modifié la situation à la fois économique, politique et sociale en Allemagne, et cela à une vitesse impressionnante.

### LA GUERRE COMME ÉTAPE MAJEURE POUR FAIRE ACCEPTER RÉARMEMENT ET LIVRAISONS D'ARMES

Au début de la guerre en Ukraine, la question de savoir si l'Allemagne devait imposer des sanctions à la Russie et plus encore celle de la livraison d'armes à un pays en guerre faisaient l'objet d'un large débat public. Ce dernier point était jusqu'alors un tabou, et le gouvernement allemand a commencé par livrer seulement des casques. Un an plus tard, lorsque le gouvernement autorise une nouvelle livraison de chars de combat ou de drones, cela ne vaut souvent qu'une simple mention dans la presse.

Jusqu'à la guerre en Ukraine, des expressions comme « se battre pour la patrie » ou « héros sur le champ de bataille »

étaient utilisées uniquement par l'extrême droite, tant elles restaient liées à l'idéologie nazie, tant l'ambiance politique dominante était marquée depuis 1945 par le mot d'ordre « plus jamais de guerre ». Aujourd'hui, tout cela fait partie du vocabulaire courant des journalistes et des hommes politiques dans le cadre d'une couverture de la guerre ouvertement partisane, la population étant censée vibrer aux côtés de l'Ukraine.

Au début de la guerre, une

partie de la population était indignée par le fait que cent milliards d'euros devaient tout à coup être dépensés pour le réarmement de l'armée allemande. La majeure partie de la population n'avait jusque-là guère de rapport positif à la Bundeswehr (l'armée), plutôt connue pour ses gaspillages, ses déboires et scandales, par exemple lorsqu'une cellule d'extrême droite était à nouveau découverte en son sein (ce qui fit du bruit notamment en 2017, 2020 et fin 2022). Un an plus



**Impensable auparavant : en 2022, la Bundeswehr ouvre des magasins de publicité et de recrutement dans des centres commerciaux en Allemagne.**



BJÖRN TROTZKI

*Commando des forces spéciales de la Bundeswehr dissout en 2020, qui fêtait Hitler et détournait explosifs et munitions en prévision d'attentats d'extrême droite.*

tard, la Bundeswehr est perçue comme une protection contre le dictateur Poutine, qui, après l'Ukraine, menacerait aussi l'Allemagne. En fait, nombreux sont ceux qui s'inquiètent de la livraison d'armes de plus en plus meurtrières, qui se sentent mal à l'aise de voir que tous les États s'équipent à l'extrême, que les bruits de bottes se multiplient en Europe de l'Est et en Asie, que tout se dirige vers des guerres majeures que personne ne souhaite. Mais comme, à l'inverse, personne n'a le sentiment de pouvoir arrêter cette évolution, cela renforce plutôt le sentiment que, si tout va vers la guerre, « nous » devons également nous armer.

Le gouvernement et la bourgeoisie ont su se servir d'une situation nouvelle, une guerre à bien des égards très proche de l'Allemagne (du point de vue géographique, stratégique, économique, et humainement aussi, étant donné le nombre d'habitants issus de l'ancienne Union soviétique, notamment de Russie et d'Ukraine), pour enfin briser avec nombre d'interdits transmis depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et faire accepter l'augmentation du budget de l'armée et l'envoi d'armes en Ukraine à une opinion publique majoritairement opposée aux interventions militaires et aux ventes d'armes.

### LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE

Sur le plan économique, le gouvernement allemand a d'abord fait des tentatives pour ne pas devoir participer aux sanctions plus sérieuses contre la Russie. Mais le gouvernement américain ne lui a pas laissé le choix. L'alternative pour les dirigeants allemands se résumait à rompre avec la Russie sur le plan économique ou voir leur économie sanctionnée par les États-Unis.

Dans ces conditions, la décision ne faisait pas de doute. Mais cela signifiait que l'industrie (et accessoirement la population) serait coupée en quelques mois de son principal approvisionnement énergétique, le gaz bon marché de Russie. Le gouvernement a alors frénétiquement acheté du gaz à prix d'or à divers pays (à la Norvège, aux États-Unis, au Qatar entre autres), au point que la presse parla de « tournées de shopping ». Et il dépense désormais des dizaines de milliards d'euros supplémentaires pour subventionner les prix du gaz et de l'électricité pour l'industrie, afin qu'elle puisse continuer à vendre ses marchandises à l'étranger à des prix compétitifs.

C'est d'autant plus important

pour les groupes industriels allemands que leurs exportations sont déjà en baisse dans le monde entier en raison de l'inflation et de la crise. Mais combien de temps l'État fédéral allemand aura-t-il la possibilité d'accorder des subventions aussi massives, après avoir déjà contracté plus de 500 milliards d'euros de nouvelles dettes au cours des trois dernières années ?

Le gouvernement semble en outre avoir réalisé que, compte tenu de l'augmentation massive des tensions entre les États-Unis et la Chine, il pourrait être contraint dans un avenir proche de participer également à des sanctions contre la Chine, ce qui aurait des conséquences encore plus importantes que s'agissant de la Russie.

Au cours des dernières décennies, l'économie allemande s'est plus étroitement imbriquée avec l'économie chinoise que n'importe quelle autre en Europe. La Chine est depuis des années son premier partenaire commercial. L'Allemagne y exporte pour plus de 100 milliards d'euros de marchandises, et désormais elle importe de l'ordre de 200 milliards d'euros de marchandises de Chine. La moindre réduction de ces échanges aurait des conséquences néfastes pour les deux économies, chinoise et allemande.

Et pourtant, la situation internationale fait que les dirigeants politiques tentent aujourd'hui de préparer la population, par le biais de la propagande, à des conflits avec la Chine et aux sacrifices qu'ils impliqueraient. Les Verts se distinguent particulièrement dans ce domaine. La ministre des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, se livre à des joutes verbales avec le gouvernement chinois, à destination de la population allemande, sous tous les prétextes possibles. Le ministre fédéral de l'Économie et du Climat, Robert Habeck, Vert également, interdit

BERND VON JUTRCZENKA / DPA



**Le ministre de l'Economie R. Habeck (Verts) conclut un contrat avec le Qatar pour des livraisons de gaz liquide à l'Allemagne (novembre 2022).**

par démagogie la vente de parts totalement insignifiantes d'entreprises allemandes à des entreprises chinoises. Et il appelle régulièrement les entreprises allemandes à devenir plus indépendantes de la Chine.

De manière moins outrancière, tous les autres partis, depuis l'AfD (extrême droite) et la CDU (droite) jusqu'au SPD (sociaux-démocrates) et à Die Linke (gauche dite radicale), ainsi que les syndicats, répètent qu'il faut à nouveau « produire en Europe » et devenir « moins dépendants » : de la Chine... et des États-Unis. Comme s'il pouvait y avoir une quelconque indépendance dans une économie où tous les capitaux s'interpénètrent et qui dépend obligatoirement des matières premières, des produits intermédiaires et des exportations partout dans le monde !

**« L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE », PREMIÈRE PHASE DE LA PRÉPARATION À UNE ÉCONOMIE DE GUERRE ?**

Pour l'Allemagne, ce type de propagande est effectivement nouveau. Jusqu'à présent, les idées protectionnistes n'étaient pas à l'ordre du jour, pas même au sein de l'AfD, et pas non plus dans les syndicats. Ce n'est pas vraiment étonnant, étant donné

que l'économie allemande repose massivement sur les exportations. La dégradation massive de l'économie que ce genre de pratiques entraîneraient était trop évidente. Mais, depuis la fin de l'été 2022, le besoin d'indépendance économique a été répété si souvent et de toutes parts qu'il est devenu comme un leitmotiv que presque plus personne ne remet en question.

Tout ce bruit n'a aucunement pour conséquence que les capitalistes allemands investiraient moins en Chine. Au contraire, pour l'instant les entreprises allemandes y ont investi en 2022 comme jamais auparavant.

Les mesures du gouvernement destinées prétendument à assurer une plus grande autonomie économique sont en fin

de compte surtout de nouvelles subventions massives aux multinationales, recouvertes d'une propagande belliqueuse. Les groupes pharmaceutiques qui produisent des substances actives « non seulement en Asie », mais aussi en Europe, sont par exemple privilégiés et peuvent exiger des prix plus élevés. Le producteur américain de semi-conducteurs Intel reçoit 7 à 10 milliards d'euros uniquement pour construire une usine de microprocesseurs à Magdebourg (Saxe-Anhalt), en préparation d'un éventuel conflit militaire autour de Taiwan.

Avec leur exigence unanime d'indépendance économique, tous les partis du Bundestag (le Parlement) et les syndicats participent ainsi en fin de compte à la préparation idéologique de la population travaillante à de futures guerres. Et donc aussi à l'idée d'un avenir obligatoirement fait de sacrifices et de plus de difficultés encore.

**L'INFLATION GRÈVE LE BUDGET DES CLASSES POPULAIRES**

Pour l'instant, en dehors de cette perspective nouvelle de guerres d'ampleur, l'aggravation sociale majeure de l'année pour la classe ouvrière est la hausse massive des prix.



**Le ministre de l'Economie Habeck (Verts) interdit la vente de cette vieille usine de semi-conducteurs à un investisseur chinois. Peu de temps après, l'usine ferme.**

Certes, le gouvernement a temporairement plafonné le prix de l'énergie. Mais elle peut coûter jusqu'au double du prix d'avant la crise. Cette mesure gouvernementale a sans doute permis aux classes moyennes et à de nombreuses familles d'ouvriers qualifiés de ne plus craindre directement pour leur existence. Mais il manque à presque tous des centaines d'euros par mois, ce qui signifie une catastrophe pour la partie la plus pauvre de la classe ouvrière.

La colère et l'amertume à ce sujet sont d'abord dirigées contre le gouvernement fédéral dit rouge-jaune-vert (SPD, FDP, Verts) et, à l'intérieur de cette coalition, tout particulièrement contre les Verts. Les Verts, parti autrefois contestataire, issu du mouvement étudiant de 1968, avaient participé pour la première fois au gouvernement fédéral il y a une vingtaine d'années. La participation de la Bundeswehr aux guerres du Kosovo (1999), puis d'Afghanistan (2001), des premières depuis 1945, avaient eu lieu justement alors que les Verts appartenaient au gouvernement, provoquant d'importants remous dans ce parti de tradition pacifiste. À l'époque, l'abandon de son pacifisme avait profondément déçu nombre d'adhérents et de sympathisants, poussant le parti à quitter la coalition gouvernementale avant la fin de la législature. Aujourd'hui, après vingt ans de cure d'opposition, il ne leur a fallu que quelques mois au gouvernement pour s'attirer la haine d'une grande partie des classes populaires.

Il y a les discours particulièrement belliqueux des Verts vis-à-vis de la Russie et de la Chine, et surtout un profond mépris social de la part d'un parti se voulant le représentant typique de la petite bourgeoisie plutôt favorisée. Ainsi, les Verts présentent le fait que de nombreux travailleurs doivent réduire encore leurs achats, se priver à

cause de l'inflation, comme une contribution nécessaire à la préservation de la démocratie et à la lutte contre le réchauffement climatique. Comme si tout cela ne suffisait pas, ils décident d'imposer des efforts financiers supplémentaires aux travailleurs sous le prétexte de la protection du climat.

### L'EXTRÊME DROITE PROFITE DE LA COLÈRE CONTRE L'INFLATION

Les Verts fournissent ainsi un terrain idéal à la droite. La CDU et l'AfD s'attaquent aux mesures de protection du climat les plus insignifiantes et purement symboliques du gouvernement et s'insurgent par exemple contre la fermeture des trois dernières centrales nucléaires, qui ferait grimper les prix et ruinerait ainsi l'économie allemande. Bien pratique pour les multinationales ! Au lieu de s'en prendre aux gagnants de la crise, les grands groupes énergétiques, alimentaires et autres, la CDU et l'AfD dirigent la colère vers la politique climatique et énergétique du gouvernement. Ils présentent les choses comme si capitalistes et ouvriers étaient conjointement victimes de la hausse des prix et donc tous deux victimes de la politique prétendument destructrice de la gauche et des Verts. Après avoir

plutôt perdu du terrain, notamment en raison de sa proximité avec les covidosceptiques, l'AfD a vu sa cote de popularité remonter à 18 % ces derniers mois, au même niveau que les Verts ou le SPD.

Les syndicats de l'industrie les ont également aidés en cela. Ainsi, ces derniers mois, IG Metall et IG BCE (syndicats de branche respectivement de la métallurgie, et des mines et de la chimie) ont notamment fait campagne pour un prix de l'électricité avantageux et subventionné par l'État. Pas pour les salariés, mais pour les groupes industriels ! Au motif que le prix élevé de l'électricité ruinerait l'économie.

Ce faisant, ils ne se contentent pas d'affirmer que la production en Allemagne est trop chère pour les grands groupes, justifiant ainsi les prochaines attaques du patronat contre les emplois et les salaires. En fin de compte, ils aident aussi la droite, dont toute la propagande repose sur les prétendus intérêts communs des entrepreneurs et des travailleurs face au gouvernement.

Le deuxième axe de l'AfD qui rencontre du succès est l'affirmation : « Nous devrions d'abord nous occuper de notre propre pays plutôt que de l'Ukraine », mettant habilement dans le même sac l'argent destiné aux exportations d'armes et



Selon ce député de l'AfD, « Les prix élevés de l'électricité sont une conséquence de la politique énergétique du SPD et des Verts ».



le soutien aux plus de un million d'Ukrainiens qui ont fui vers l'Allemagne.

En Allemagne de l'Est, les gens sont en outre plus nombreux à ressentir un rejet des États-Unis. L'AfD exploite ce sentiment pour se faire de la publicité, non sans succès, avec le slogan selon lequel il faut s'unir avec la Russie contre la domination des États-Unis.

Le courant de Die Linke (Parti de gauche) autour de son ancienne icône Sahra Wagenknecht tout comme le petit Parti communiste allemand (DKP) argumentent également que la politique antirusse du gouvernement détruit l'économie. Que la politique actuelle des États-Unis nuise à l'économie européenne, c'est sans doute vrai. Mais, dans la manière dont ils critiquent les États-Unis, derrière le vocabulaire anti-impérialiste, ils soutiennent également la propagande selon laquelle les entreprises et les travailleurs seraient ensemble victimes de la mauvaise politique économique gouvernementale.

Ce n'est pas la première fois que Wagenknecht épouse des vues de la droite extrême. Elle évoque actuellement l'idée de fonder son propre parti, dans lequel les électeurs du parti Die Linke et de l'AfD se retrouveraient. Un tel parti pourrait embrumer encore les consciences, car il véhicule l'idée qu'il n'y aurait pas de fossé entre une politique ouvrière de gauche, telle que Wagenknecht s'en veut la représentante, et les idées nationalistes des partisans de l'extrême droite, les pires ennemis de la classe ouvrière.

## LES GRÈVES OUVRIÈRES DE CE PRINTEMPS

Tout cela n'a pas empêché un certain nombre de travailleurs de se défendre ces derniers mois de la seule manière efficace et

contre les vrais responsables : en faisant grève pour obtenir des salaires plus élevés.

Que l'on ne se méprenne pas : il n'y a pas eu de mouvements spontanés pour des salaires plus élevés. Les grèves d'avertissement qui ont eu lieu jusqu'à présent se sont déroulées dans le cadre des négociations collectives, ce sont celles auxquelles les dirigeants syndicaux ont appelé, et auxquelles ils ont mis fin quand ils le souhaitaient.

Mais une partie des grévistes sont issus de secteurs où il est inhabituel et surtout difficile de faire grève : 2 000 intérimaires chez Volkswagen par exemple ont fait grève pour la toute première fois. Des vendeuses des chaînes de magasins Galeria Kaufhof (présentes dans la plupart des centres-villes depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle), dont l'entreprise est officiellement en faillite, ont quand même fait grève pour obtenir une augmentation de salaire de 450 euros par mois.

De manière générale, il y a eu une plus grande pression de la part de la base syndicale et en particulier des travailleurs à bas salaires. Cela s'est déjà traduit par des revendications assez offensives, allant d'au moins 300 à 650 euros par mois.

La pression de la base s'est également manifestée par des grèves d'avertissement nettement plus massives et de plusieurs jours. Ou encore, dans le cas de la Deutsche Bahn (chemins de fer), par le fait que des grèves d'avertissement de journées entières ont été organisées. En dehors des conducteurs de train et de leur syndicat professionnel, c'était, pour toutes les autres professions des chemins de fer, la première fois depuis plus de quarante ans.

Et, le 27 mars, les syndicats de trois branches différentes (services publics communaux, Deutsche Bahn et sécurité aérienne des aéroports) ont fait grève ensemble, avec un taux de participation très élevé, ce

qui a entraîné l'arrêt de tout le système de transport pendant une journée.

Une telle journée de grève commune à plusieurs branches n'existe habituellement jamais en Allemagne. En effet, il existe des conventions collectives séparées par branche, qui n'autorisent que rarement des grèves, et seulement à des moments différents selon les branches. Et les directions syndicales, qui tirent l'essentiel de leur influence de ces conventions collectives sectorielles, défendent généralement ce système.

Les résultats obtenus jusqu'à présent dans le cadre de ces négociations collectives sont généralement des primes uniques relativement élevées, pouvant atteindre 3 000 euros et, pour 2024, des augmentations de salaire de 200 à 400 euros par mois.

Bien entendu, cela reste nettement inférieur à l'inflation (qui était officiellement de 8,7 % en février – pour la nourriture et l'énergie, elle était même de 21 %). Et, provoquant l'amertume d'une partie des grévistes, les dirigeants syndicaux ont presque partout accepté de conclure des accords au moment même où les grévistes étaient prêts à entrer en grève illimitée. De leur côté, les patrons ont clairement fait savoir qu'ils ne payaient ce prix que parce qu'ils avaient en échange deux ans de tranquillité : en effet, légalement, dans tous ces secteurs les grèves sont désormais interdites pendant deux ans. Mais, à une époque où la classe ouvrière pourrait être confrontée à des attaques d'une tout autre envergure, il n'est pas écrit qu'elle se pliera toujours à cet interdit.

Cela étant, les mouvements sur les salaires de ces derniers mois ont globalement dépassé ce que l'Allemagne a connu au cours des dernières décennies. L'ampleur des accords conclus reflète également cette



« + 650 €, parce qu'on en a besoin, parce qu'on le vaut bien... Et pour 2024, on verra bien. »

mobilisation. Et la fameuse méga-grève de fin mars a permis à certains de réfléchir pour la première fois à l'idée d'une grève générale (la dernière a eu lieu en 1948). Dans l'ensemble, ces mouvements ont renforcé la conscience que, contrairement à ce que répètent les directions syndicales par branche, si l'on veut obtenir quelque chose, mieux vaut se battre en étant le plus nombreux possible.

## PRÉPARER L'AVENIR

Des militants communistes peuvent s'appuyer sur ces expériences et discuter du pouvoir que peuvent avoir les grèves lorsque les travailleurs s'unissent par-delà les secteurs, dans des grèves interprofessionnelles. Discuter aussi du fait qu'à moyen terme la classe ouvrière ne pourra pas se permettre de se conformer aux règles et aux in-

terdictions de faire grève imposées par les classes dirigeantes et les directions syndicales, non seulement pour défendre ses conditions d'existence face à l'inflation, mais aussi face à l'incertitude générale de la crise actuelle, et parce que des dangers d'une tout autre dimension la menacent.

Depuis six mois déjà, l'économie allemande frôle en permanence la récession, et cette fois-ci (fin mai) elle y est entrée officiellement. La hausse des taux d'intérêt n'a pas seulement pour conséquence que les paiements d'intérêts dans le seul budget fédéral sont passés de zéro à trente milliards d'euros. Avec la hausse des taux d'intérêt, le spectre d'une crise dans le secteur de la construction et dans le secteur bancaire apparaît également à l'horizon. À cela s'ajoute la baisse de la demande mondiale, notamment en provenance des débouchés

décisifs pour l'industrie allemande que sont la Chine et les États-Unis, avec par-dessus le marché les mesures protectionnistes de ces derniers.

Tout cela pourrait entraîner, dans un avenir prévisible, des attaques d'une tout autre ampleur, auxquelles la classe ouvrière doit se préparer si elle ne veut pas être seulement une victime sans défense. Sans parler de la lutte nécessaire contre la menace grave que représente le réarmement mondial dans le contexte d'une concurrence internationale croissante. Militer dans un tel contexte, c'est, même à un petit nombre, œuvrer pour que les travailleuses et travailleurs qui nous rencontrent puissent prendre conscience de ces dangers et réaliser que seule la classe ouvrière a la force et les moyens pour sortir l'humanité de cette course vers l'abîme.

16 juin 2023



## Grande-Bretagne : où en est le renouveau des grèves ?

**Le 21 juin 2022, une grève de cheminots très suivie a marqué la première étape d'une vague revendicative sans précédent en Grande-Bretagne depuis les années 1970. Au fil des mois, les luttes grévistes ont impliqué des millions de travailleurs du privé comme du public. Un an après, où en est ce renouveau et quel bilan en tirer ?**

Depuis notre article précédent sur le sujet<sup>1</sup>, un constat s'impose : la remontée ouvrière des douze derniers mois n'a pas permis aux travailleurs d'arracher des concessions significatives. Comme l'écrivent nos camarades britanniques de Workers' Fight : « D'une part, les patrons et le gouvernement refusent toujours d'accorder les hausses de salaire à la hauteur de l'inflation revendiquées depuis des mois par les travailleurs tous secteurs confondus. D'autre part, les directions syndicales persévèrent dans leur approche étroite et corporatiste des conflits dans les entreprises. »<sup>2</sup> Nous revenons ici sur les traits marquants du sursaut en cours, sur ses limites et ses perspectives.

### DOUZE MOIS DE COMBATIVITÉ RETROUVÉE

En un an, les causes du mécontentement n'ont pas disparu, au contraire. L'hiver dernier, face à des factures énergétiques qui explosaient, bien des travailleurs ont eu à choisir entre se chauffer ou se nourrir. Aujourd'hui, l'inflation sur les produits alimentaires reste à 19%. La population britannique,



Cette lectrice du quotidien conservateur *The Daily Telegraph* fait la moue en ouvrant les fenêtres de son calendrier de l'aveugle : pas une journée sans grève en décembre 2022 !

éprouvée par la crise de 2008 puis par la pandémie, paye aussi le prix du Brexit, voté en 2016 et appliqué depuis 2021. Chute des exportations, départs en masse des travailleurs européens : l'économie britannique est au bord de la récession, et ce sont les travailleurs qui trinquent.

Rien d'étonnant donc à ce que le monde du travail, après avoir longtemps encaissé les coups, ait retrouvé en 2022 le chemin de la lutte, avec pour objectif central des hausses de salaire

au moins égales à l'inflation. Partie du rail, la vague de grèves a vite touché le courrier, avant de gagner à l'automne les écoles écossaises et les universités. En décembre, la fonction publique s'y est mise, bientôt suivie par les hôpitaux. Malgré la propagande antiouvrière des médias, la vague n'est pas retombée en 2023 : en février, les médecins hospitaliers et les enseignants anglais et gallois sont à leur tour entrés en lutte.

Les travailleurs ont souvent

1 *Lutte de classe* n° 226, septembre-octobre 2022.

2 Éditorial de *Class Struggle* n° 118, printemps 2023.



**Londres, 1<sup>er</sup> février 2023 : manifestation d'enseignants.**  
**Sur la pancarte : « J'apprends à mes élèves comment se faire respecter. Maintenant c'est à mon tour. »**

voté à 90 % en faveur de la grève, surmontant les innombrables obstacles juridiques mis en place sous Thatcher<sup>3</sup>. Ils ont mis en avant, en plus de la question salariale, le refus de conditions de travail dégradées, de la flexibilité et des suppressions de postes. L'année a aussi été marquée par des journées (1<sup>er</sup> octobre 2022, 1<sup>er</sup> février et 15 mars 2023) pendant lesquelles plus d'un demi-million de travailleurs ont fait grève et manifesté ensemble dans certaines grandes villes. En novembre 2022, plusieurs semaines de grève ont permis à des dockers de Liverpool et à des chauffeurs de bus de Hull d'obtenir des augmentations supérieures à 14 %. Mais les grèves dépassant deux ou trois jours ont été l'exception. Et il n'y a pas eu de grèves reconductibles débordant les dates fixées par les syndicats.

### UNE RIPOSTE SOUS CONTRÔLE DES BUREAUCRATIES SYNDICALES

En juillet 2022, Mick Lynch, le cheminot secrétaire du syndicat RMT<sup>4</sup>, a déclaré lors du grand gala annuel des mineurs de Durham : « *La classe ouvrière est de retour.* » Au moment où patronat et gouvernement étaient à l'offensive pour faire payer aux travailleurs la crise de leur système, la formule a fait chaud au cœur de bien des travailleurs revigorés par la reprise des luttes. Mais regarder où en est le mouvement dans trois des secteurs les plus mobilisés permet de mesurer les limites étroites dans lesquelles les bureaucrates syndicaux, même d'allure radicale comme Lynch, entendent contenir ce retour.

Dans le système de santé britannique, le NHS<sup>5</sup>, les grèves

ont été nombreuses mais dispersées. Combatifs et populaires, les médecins hospitaliers ont plusieurs fois fait grève deux à trois jours d'affilée, encore récemment, du 14 au 17 juin. Mais leur syndicat a appelé à des actions à part des quatorze autres syndicats du NHS. Du côté des infirmières, des grèves elles aussi populaires ont poussé le gouvernement à négocier... pour ne proposer que 5 % d'augmentation, soit une baisse du salaire réel. Les syndicats RCN<sup>6</sup> et Unite<sup>7</sup> ont refusé ce recul, mais Unison<sup>8</sup> et le GMB<sup>9</sup> l'ont signé, avec pour résultat une division entre syndiqués, donc entre travailleurs. Pat Cullen, la secrétaire du RCN, jure que la lutte continuera « jusqu'à Noël », mais n'a pas encore annoncé de nouvelles dates de grève.

À Royal Mail (RM)<sup>10</sup>, les postiers ont fait 18 journées de grève en 2022. Mais Dave Ward, le chef du Communication Workers' Union (CWU), principal syndicat des travailleurs des postes et télécommunications, est prêt à brader leurs combats pour un plat de lentilles, comme il l'avait déjà fait en 2007, après une série de grèves réussies. Alors qu'en février les adhérents ont revoté à 96 % pour la grève (la législation impose de renouveler ce mandat tous les six mois), Ward leur a recommandé d'accepter l'offre de la direction de RM, pourtant très inférieure à leurs revendications : 6 % d'augmentation en 2023-2024, 2 % en 2024-2025, et une prime de 500 livres. Le

3 De retour aux affaires entre 1997 et 2010, les travaillistes n'ont jamais retiré cet arsenal.

4 Le National Union of Rail, Maritime and Transport Workers, syndicat des travailleurs du transport.

5 Fondé il y a 75 ans, le National Health Service (NHS) est en crise : il manque 150 000 soignants et 7 millions de patients sont en attente d'un rendez-vous ou d'un traitement.

6 Le Royal College of Nursing (RCN), École royale des soins infirmiers, association professionnelle fondée en 1916, est depuis 1977 un syndicat infirmier.

7 Produit de la fusion en 2007 des deux syndicats Amicus et TGWU, Unite the Union (communément appelé Unite) compte 1,2 million de membres en Grande-Bretagne et en Irlande. Il est affilié aux Partis travaillistes britannique et irlandais.

8 Né en 1993 de la fusion de trois syndicats du secteur public, Unison est le plus gros syndicat britannique (1,2 million de membres), affilié lui aussi au Parti travailliste.

9 Produit d'un regroupement de syndicats en 1982, le General, Municipal, Boilermakers' and Allied Trade-Union (abrégé en GMB) compte un demi-million de membres de tous secteurs industriels et des services. Il est affilié au Parti travailliste.

10 Royal Mail : entreprise de tri et de distribution du courrier privatisée à 100 % depuis 2015.



**Mick Lynch, le secrétaire général du RMT.**

projet d'accord inclut des allongements d'horaires et, de plus, RM vient de supprimer 10 000 postes et se refuse à réintégrer 200 salariés mis à pied pour fait de grève. Des débrayages sauvages ont accueilli cette offre indigne et Ward, peu confiant dans l'issue du vote sur ce marchandage, a fini par en proposer une nouvelle mouture à peine améliorée. En attendant, les grèves sont suspendues.

Dans les chemins de fer aussi, le succès des grèves a permis aux directions syndicales de se faire réinviter à la table des négociations. En 2023, Mick Lynch a proposé aux adhérents du RMT employés par Network Rail (NR)<sup>11</sup> de voter en faveur d'un accord incluant une hausse du salaire de 9 %, inférieure à l'inflation. Il a obtenu une majorité, à un prix élevé : non seulement l'amputation du pouvoir d'achat réel, mais aussi la division entre cheminots, puisque les 40 000 employés de NR ne seront plus appelés à la grève. Cette approche corporatiste, voire micro-corporatiste, comme dans la santé, affaiblit la force de frappe des travailleurs.

Un exemple récent : le RMT a appelé à la grève le 2 juin dans 14 entreprises ferroviaires sur 25, tandis que le syndicat des conducteurs, l'ASLEF, a appelé le 3. Les uns et les autres ont expliqué qu'ils produiraient ainsi des perturbations aux effets plus visibles. Mais une occasion de plus a été ratée pour les travailleurs de faire l'expérience directe du « tous ensemble ». À l'heure où nous écrivons, les dirigeants du RMT et de l'ASLEF sont en pourparlers, mais on ose à peine croire qu'il en sortira enfin des actions communes.



**Londres, avril 2023 : des médecins de l'hôpital University College sur leur piquet de grève.**

## LE GOUVERNEMENT ET L'OPPOSITION FACE AUX GRÈVES

Le gouvernement conservateur de Rishi Sunak a d'abord fait le sourd, avant de proposer, là où il est aux commandes, des augmentations qui, insuffisantes, sont en fait des baisses. Il a dénigré les grévistes et agité l'épouvantail d'une loi sur le service minimum<sup>12</sup>. Comme cela se fait en France et ailleurs, Sunak a tenté de détourner l'attention du terrain social en montant en épingle un prétendu chaos migratoire. Faire des travailleurs migrants et de leurs familles des boucs émissaires à un moment où les entreprises britanniques crient à la pénurie de main-d'œuvre paraît surréaliste. Mais c'est tout ce que Sunak a trouvé pour faire diversion.

À en juger par le sondage grandeur nature des élections locales du 5 mai, les manœuvres de Sunak ont fait long feu : son gouvernement reste très impopulaire et, dans le monde du travail, on ne fait pas la moindre confiance à ce millionnaire quand il s'engage à « diviser par deux l'inflation » ou « réduire les listes d'attente au NHS ». Cependant, si des législatives avaient lieu demain, l'opposition tra-

11 Network Rail : entité parapublique chargée de la maintenance des infrastructures ferroviaires.

12 Service minimum, encadrement strict du droit de grève : cela existe déjà. Il s'agit donc d'abord de gesticulation politicienne.

vailliste, malgré le rejet des Tories (le Parti conservateur dirigé par Sunak), aurait du mal à l'emporter sans s'allier aux Verts et aux libéraux-démocrates. Le leader du Parti travailliste (le Labour Party), Keir Starmer, se distingue peu de Sunak. Se prétendant juste meilleur gestionnaire du capitalisme et meilleur chasseur de clandestins, il a tapé sur les doigts des députés travaillistes qui ont osé se montrer sur les piquets de grève. Pas de quoi susciter l'enthousiasme dans l'électorat populaire.

### QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TRAVAILLEURS ?

Aujourd'hui, des grèves continuent dans les musées et les bibliothèques, au ministère de l'Intérieur, etc. Le renouvellement récent de votes en faveur de la grève dans différents secteurs (notamment parmi les cheminots RMT et ASLEF) montre que la colère n'a pas disparu, la détermination à riposter non plus. Le sentiment que les grèves en pointillé et isolées les unes des autres ne permettront pas de gagner est répandu : bien des travailleurs expriment l'aspiration à une grève générale où se retrouveraient tous les exploités.

Mais cette perspective n'est pas défendue par le Trades Union Congress (TUC)<sup>13</sup>, censé pourtant incarner une certaine solidarité ouvrière. Il se contente d'en parler, sans pousser aucun des syndicats ni aucune des fédérations qu'il chapeaute à faire converger les grèves. Alors que les travailleurs sont confrontés à des difficultés grandissantes, les directions



Mai 2023 : piquet de grève des conducteurs de trains devant la gare de Newcastle. Au centre, le secrétaire général de l'ASLEF, Mick Whelan.

des grands appareils syndicaux s'abritent derrière le prétexte de l'illégalité des grèves de solidarité pour ne pas appeler à une riposte d'ampleur. En fait, ces appareils ont moins peur de la loi que de leur base. Certes, effrayés des attaques légales qui pourraient leur tomber dessus si les luttes s'amplifiaient, ils ont surtout peur de grèves qui, en faisant tache d'huile et en se prolongeant, permettraient aux travailleurs du rang d'éprouver leur force collective en tant que classe, et d'échapper à leur tutelle.

Ce qui sera crucial dans les mois à venir, ce sera donc la capacité des travailleurs à faire sauter les carcans que les directions syndicales ont réussi jusqu'à présent à leur imposer. La vague de grèves actuelle n'a pas encore la puissance de celles des années 1970<sup>14</sup>. Mais les travailleurs britanniques n'ont pas dit leur dernier mot. En pleine crise, les milliards s'accumulent aux sommets de la société. Des sommes indé-

centes ont été englouties dans les funérailles d'Elizabeth II et le couronnement de Charles III. Les géants des télécommunications licencient par dizaines de milliers tout en annonçant de confortables bénéfices. Les rois de la grande distribution et de l'agroalimentaire, les banquiers et les énergéticiens se gavent. Cela se sait et rend d'autant plus insupportable l'explosion du coût de la vie pour celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, ou plutôt survivre.

Face à une classe dirigeante fermement décidée à présenter l'ardoise aux classes populaires, la seule issue reste un mouvement d'ensemble. Il ne pourra prendre corps que si les travailleurs, contournant les bureaucrates syndicaux, prennent en main, à travers leurs assemblées générales et leurs comités de grève, leurs propres mobilisations, pour qu'elles deviennent l'explosion sociale massive que la bourgeoisie et ses complices craignent tant.

18 juin 2023

13 Organe fondé en 1868 pour fédérer l'ensemble des organisations syndicales.

14 En 1974, elles avaient poussé le Premier ministre conservateur à démissionner. Pendant « l'hiver du mécontentement » de 1978-1979, des hausses de salaire parfois importantes avaient été arrachées dans le privé.



*Le charançon du bananier.*

## Le scandale du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe

**Ce texte est l'exposé introductif au débat organisé par les militants trotskystes de Combat ouvrier à la fête de Lutte ouvrière, à Presles, le 28 mai dernier.**

Le chlordécone est un pesticide qui a été largement utilisé dans les plantations de banane en Guadeloupe et en Martinique pour lutter contre le charançon du bananier. Le scandale que constitue son utilisation est un exemple des conséquences néfastes du capitalisme sur l'environnement et sur la santé des travailleurs et de la population. Aux Antilles françaises, c'est dans les années 1930 que la banane a commencé à devenir un produit destiné à l'exportation. Aujourd'hui, l'ensemble des producteurs de Guadeloupe et de Martinique produisent 220 000 tonnes de bananes, dont 70 % sont commercialisées en France et 30 % à l'export. Au milieu des années 1960, le charançon du bananier, un coléoptère, ravagea les cultures de banane. Les larves de ces insectes se nourrissent des racines de bananier, provoquant la mort de la plante.

### LES ORIGINES DU CHLORDÉCONE

C'est aux États-Unis durant la Première Guerre mondiale que l'on découvrit que les gaz de combat, jusqu'alors utilisés pour tuer des humains, pouvaient tuer d'autres organismes vivants. Avec ces gaz, furent mises en évidence des proprié-

tés insecticides et fongicides des composés organochlorés. En 1916, le chimiste allemand Fritz Haber inventa des gaz de combat. Il collabora avec des agronomes pour tester différentes molécules dans les champs. Dans les années 1920, ces pesticides furent répandus sur les bananeraies appartenant aux compagnies américaines de production de bananes implantées en Amérique centrale. À partir de 1945, des millions de tonnes de produits chimiques comme le DDT<sup>1</sup>, l'aldrine, la dieldrine, le chlordane, le Képone ou le Mirex, censés éliminer le charançon du bananier, furent répandus dans les plantations du monde tropical.

Ces deux derniers sont en fait les noms commerciaux du chlordécone ou de ses dérivés (Mirex dans les pays anglophones, Képone aux États-Unis, mais aussi Curlone ou Képone en France). Breveté en 1952 aux États-Unis, le chlordécone fut distribué par la société Du Pont de Nemours à partir de 1958 sous forme d'une poudre à étendre et utilisé de 1972 à 1993 pour lutter contre le charançon du bananier dans les Antilles. En 1974, Anselm Vilardebo, chercheur à l'Institut des fruits et légumes coloniaux (Ifac), après avoir comparé différentes méthodes, proclama

le chlordécone seul insecticide réellement efficace contre le charançon.

### UN PESTICIDE RECONNU COMME TOXIQUE DÈS LES ANNÉES SOIXANTE

Des études avaient pourtant montré, dès le milieu des années soixante, la nocivité du chlordécone pour la santé. Aux États-Unis, une étude de James Huber, de l'université de l'Ohio, montra sa toxicité chez la souris et chez la poule. En France, la commission des toxiques, qui dépend du ministère de l'Agriculture, était chargée d'évaluer l'efficacité et la toxicité du chlordécone avant sa commercialisation. En 1968 et en 1969, elle rejeta son homologation, c'est-à-dire la demande d'autorisation de commercialiser le chlordécone, au motif qu'il représentait un danger pour la santé animale.

En 1975, aux États-Unis, à l'usine d'Hopewell en Virginie qui fabrique le pesticide, plusieurs dizaines de personnes furent victimes d'intoxication au chlordécone, avec troubles neurologiques (tremblement, nervosité, irritabilité), mouvements anarchiques des globes oculaires et testiculaires. Sur 113 employés examinés, 62

1 DDT : l'insecticide le plus utilisé après la Deuxième Guerre mondiale.



Épandage de chlordécone.

étaient contaminés par le Kepone. Des riverains furent également affectés, du fait de rejets dans les eaux. Le fleuve James River et la baie de Chesapeake étaient pollués. L'usine fut fermée le 24 juillet 1975. Dès 1976, les États-Unis ont interdit la production et la commercialisation du Kepone sur leur territoire. Puis en 1976 et en 1978 furent publiés des rapports de différentes institutions américaines. Elles affirmaient : « *Le Kepone est très toxique et provoque une toxicité à effets cumulatifs et différés; il est neurotoxique [affecte le système nerveux] et reprotoxique [affecte la fonction sexuelle et la fertilité] pour un grand nombre d'espèces, incluant les oiseaux, les rongeurs et les humains; il est cancérogène pour les rongeurs.* »<sup>2</sup>

En 1979, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) classa le chlordécone dans le groupe des produits cancérogènes pour l'homme.

Aux Antilles françaises, deux rapports de recherche de l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), en 1977 celui de J. Snegaroff et celui de M.-P. Kermarrec en 1980, mirent en garde les pouvoirs publics contre les dangers de l'utilisation du chlordécone. Snegaroff révélait la présence de grandes

quantités de chlordécone dans les terres, les rivières, les sédiments et la faune aux Antilles.

En 1979, l'Organisation mondiale de la santé classa le chlordécone comme cancérogène possible chez l'homme. En 1971, une sous-commission des toxiques recommanda que le chlordécone ainsi que plusieurs organochlorés soient inscrits au tableau des substances toxiques et dangereuses, mais deux membres influents s'opposèrent à cette proposition, estimant que le manque de connaissances sur la toxicité des molécules ne permettait pas de les considérer comme des substances dangereuses.

Cette commission des toxiques se réunit à nouveau mardi 1<sup>er</sup> février 1972, en présence d'experts en toxicologie comme le président René Truhaut, qui connaissaient la dangerosité de ces substances, selon l'enquête menée par Radio France. Mais la présence de trois fonctionnaires proches des fabricants de pesticides, Guy Viel, Lucien Bouyx et Hubert Bouron, et de deux représentants directs de l'industrie, Métivier et Thizy, influencèrent la décision de la commission. Ils servirent les intérêts des bananiers en octroyant l'autorisation<sup>3</sup>.

En 1972, la demande d'autori-

sation fut à nouveau présentée à la commission des toxiques par la Seppic (Société d'exploitation pour les produits de l'industrie chimique) qui représente Du Pont de Nemours. La commission des toxiques proposa une autorisation provisoire de vente (APV) pour un an. Le ministre de l'Agriculture, Michel Cointat, délivra l'autorisation provisoire de vente du chlordécone, sous le nom de Képone, en février 1972<sup>4</sup>.

Depuis l'interdiction du Kepone aux États-Unis en 1976, la société française Seppic n'avait plus de Képone à vendre aux planteurs. Un riche béké, planteur de Martinique, Laurent Laguarigue, racheta le brevet du Képone à la Seppic pour le vendre lui-même. Les békés sont les riches capitalistes blancs locaux, descendants des familles esclavagistes. Laguarigue, soutenu par le dirigeant du groupement des planteurs, Yves Hayot, changea le nom de Képone en Curlone et le fit fabriquer au Brésil.

#### LES EFFETS DU CHLORDÉCONE SUR LES OUVRIERS DE LA BANANE

Les ouvriers de la banane sont les premières victimes de l'utilisation du chlordécone et de bien d'autres poisons épanchés dans les plantations sans aucune protection.

Les pesticides étaient épanchés à la main, au sol et sous forme aérienne. Ces produits sont tellement toxiques que certains ouvriers étaient brûlés, leur peau et leur chair rongées. D'autres sont morts empoisonnés dans les heures qui ont suivi l'épandage manuel du produit. Même les ouvriers qui ne l'utilisaient pas directement en subissaient les effets puisqu'ils

2 Pierre-Benoît Joly, *La saga du chlordécone aux Antilles françaises – Reconstruction chronologique 1968-2008*, Inra, juillet 2010.

3 *Charlie Hebdo*, 12 mars 2021.

4 Pierre-Benoît Joly, op. cit.





*Marie-Anne George, décédée le 28 mars dernier, militante de Combat ouvrier.*

travaillaient au milieu de la plantation polluée.

Pour que les ouvriers acceptent de s'exposer à tous ces poisons, dont le chlordécone, les patrons des plantations leur présentaient l'épandage comme un privilège : les ouvriers finissaient leur journée de travail beaucoup plus tôt. Ceux qui hésitaient ou refusaient d'être en contact avec les produits étaient tout simplement licenciés.

En conséquence, bon nombre d'ouvriers sont morts de cancers (notamment de la prostate), de la maladie de Parkinson et même de paraplégie bien avant l'âge de la retraite. L'empoisonnement a aussi atteint leurs enfants, dont certains sont nés avec des handicaps ou en ont développé plus tard.

Beaucoup d'ouvrières agricoles ont aussi contracté des cancers. Nous avons l'exemple de notre camarade, Marie-Anne George, une ouvrière agricole, décédée le 28 mars 2023 à l'âge de 70 ans. Elle a travaillé trente-deux ans sur la plantation de bananes Bois-Debout à Capesterre-Belle-Eau, dont les propriétaires sont une famille de riches békés, les Dormoy.

Pendant des années, elle a dû étaler du chlordécone et d'autres pesticides au pied des bananiers. Dans ses témoignages, elle racontait comment pendant des années son patron forçait les ouvriers à utiliser ces produits toxiques sans protection, sans gants, sans masque, alors qu'ils se plaignaient de douleurs et de gênes après chaque épan-

dage. Le lendemain de l'épandage, Marie-Anne constatait les dégâts du produit sur d'autres animaux, lorsque gisaient les corps de lézards, de crapauds, d'oiseaux morts au pied les bananiers. À l'époque, ces produits étaient déjà connus pour être dangereux et Marie-Anne comme bien d'autres de ses camarades en sont tombés malades. C'est un cancer du sang suivi d'un cancer du sein qui l'a emportée après des années de combat contre la maladie.

Elle était une combattante dans cette grande plantation de Bois-Debout, ainsi qu'une militante politique de Combat ouvrier. Elle fut plusieurs fois candidate aux élections à Capesterre-Belle-Eau sur nos listes. Et, déjà malade, elle utilisait ses dernières forces pour venir parler et témoigner dans les meetings. J'en profite aujourd'hui pour lui rendre cet hommage devant vous.

Pendant des années, des voix se sont élevées pour dénoncer le scandale du chlordécone. Dès les années 1970, les ouvriers de la banane ont protesté contre leur empoisonnement au travail par toutes sortes de produits toxiques. Combat ouvrier a dénoncé dans ses bulletins d'entreprise l'utilisation dans les plantations de ces poisons, comme le Temik et le paraquat ou gramoxone.

C'est grâce aux grèves des travailleurs que les patrons voyous de la banane ont récemment dû mettre à leur disposition des protections pour l'usage de produits toxiques. Elles sont certes insuffisantes mais c'est un début.

Les ouvriers agricoles touchent à peine le smic mensuel et pour la plupart ne cotisent pas à une caisse de retraite complémentaire. Il est difficile avec si peu de moyens de soigner ces maladies. Bien souvent, malgré la fatigue, la maladie et l'âge, ils sont contraints de continuer à travailler sur les

plantations jusqu'à épuisement. Les travailleurs de Martinique et de Guadeloupe se sont mobilisés collectivement pendant des années pour exiger de meilleures conditions de travail et une prise en charge des soins des ouvriers malades.

### LES EFFETS SUR LA SANTÉ DES POPULATIONS

Aujourd'hui, plus de 90 % de la population en Guadeloupe et en Martinique est contaminée par le chlordécone, comme l'a indiqué l'étude de Santé publique France. Les surfaces contaminées sont de 14 000 hectares en Guadeloupe et 16 000 hectares en Martinique. Le chlordécone a empoisonné les sols, les sous-sols, les rivières, une partie du littoral marin, le bétail, les volailles, les poissons, les légumes-racines (patates douces, ignames, malangas). Sa molécule est toujours présente et peut rester jusqu'à sept cents ans dans les sols.

Éric Godard, ancien chargé de mission du plan chlordécone de l'Agence régionale de santé, a fini par révéler avec des sanglots dans la voix lors d'une commission, le 30 septembre 2019, que l'État savait que l'eau du robinet était contaminée en Martinique et en Guadeloupe. Il a délibérément laissé pendant plus de dix ans des centaines de milliers de personnes la consommer.

Jusqu'en 1999, l'eau polluée a été distribuée en Martinique et en Guadeloupe, et considérée comme sans risque pour la population. Mais l'enquête a révélé que les autorités sanitaires connaissaient au moins depuis 1991 les dangers du produit.

Les travailleurs et travailleuses agricoles présentent des concentrations plus élevées de chlordécone dans le sang que les salariés des secteurs non agricoles. Ils accumulent dans leur organisme des taux de ce poison parfois dix fois supé-

rieurs au taux jugé tolérable. Les cancers de la prostate et de nombreux cancers chez les travailleuses agricoles sont dus à cet empoisonnement.

Le 1<sup>er</sup> juillet 2021, l'Inserm a présenté de nouvelles conclusions sur les effets des pesticides sur la santé, notamment sur celle des ouvriers agricoles et des autres professionnels du secteur agricole.

Le rapport a établi une présomption forte de lien entre l'exposition régulière aux pesticides et six maladies graves : le myélome multiple (cancer du sang), le cancer de la prostate, la maladie de Parkinson, les troubles cognitifs, les lymphomes non hodgkiniens (cancers du système immunitaire) et les maladies des bronches.

Ce rapport confirme un lien vraisemblable entre le chlordécone présent dans les terres de Guadeloupe et de Martinique et la survenue du cancer de la prostate. De surcroît, l'exposition régulière à ce pesticide compromettrait la rémission après traitement. En effet le risque de récurrence de cancer de la prostate est multiplié par 2,4 chez les patients les plus exposés au chlordécone. En Martinique, sur 100 000 hommes, 227 cas de cancers de la prostate sont constatés chaque année. Par comparaison, dans la France hexagonale, le taux d'incidence pour ce cancer est d'environ 90

cas pour 100 000 habitants par an.

Même à une très faible dose, le chlordécone peut avoir des effets sur la santé. Il a des effets négatifs sur le développement cognitif et moteur des nourrissons, il altère la fertilité, c'est un perturbateur endocrinien, il augmente le risque de prématurité, c'est un poison pour le système nerveux.

### L'ÉTAT COMPLICE DES EMPOISONNEURS

Durant plus de vingt ans, une ribambelle de ministres ont autorisé l'utilisation de ce pesticide, y compris après son interdiction en 1990.

Avant l'interdiction en France, différents ministres de l'Agriculture, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont protégé et soutenu les empoisonneurs. Jacques Chirac, alors ministre de l'Agriculture, signa le 18 septembre 1972 l'autorisation de mise sur le marché provisoire de ce produit. Elle ne fut réexaminée qu'en 1976, pour être prolongée.

Christian Bonnet prolongea en 1976 l'autorisation provisoire. Pierre Méhaignerie maintint l'autorisation, alors que la molécule était classée comme cancérogène. Édith Cresson autorisa aux riches békés la mise sur le marché du Curlone de 1981 à 1983.



Yves Hayot.

Un arrêté du 3 juillet 1990 interdit l'usage du chlordécone. Mais deux riches békés, Laguarigue et Hayot, obtinrent une dérogation pour « écouler les stocks ». L'État, par l'intermédiaire de ses ministres de l'Agriculture, a permis aux grandes familles békés de poursuivre l'empoisonnement de la population et de continuer à réaliser leurs profits en toute tranquillité. Henry Nallet, ministre de l'Agriculture de François Mitterrand, accorda une dérogation de deux ans, de 1990 à 1992, pour les Antilles françaises, et en mars 1992 ce fut au tour du nouveau ministre de Mitterrand, Louis Mermaz, du Parti socialiste, d'accorder une dérogation pour un an. Jean-Pierre Soisson, autre ministre de l'Agriculture de Mitterrand, en mars 1993 allongea de six mois la dérogation.

Officiellement, le chlordécone était interdit depuis 1990, mais les ouvriers de la banane ont confirmé que son utilisation s'est poursuivie.

De mai à juin 2002, 10 tonnes de Curlone ont été saisies dans des hangars en Martinique et 3 tonnes en Guadeloupe<sup>5</sup>.

Depuis plusieurs décennies, les syndicats de travailleurs, des associations, des organisations politiques anticolonialistes, dont Combat ouvrier, dénoncent les riches békés, les empoisonneurs capitalistes, et leurs complices, les élus et les représentants de l'État qui les ont couverts.

En 2006, plusieurs associations martiniquaises et guadeloupéennes avaient déposé trois plaintes pour empoisonnement et mise en danger de la vie d'autrui et administration de substance nuisible. Des hommes politiques du milieu nationaliste et écologique comme Louis Boutrin ou comme Harry Durimel ont aussi déposé plainte.

Les pouvoirs publics ont pris du temps pour se pencher



Rassemblement des travailleurs agricoles pendant la grande grève de 2017.

sur ce problème. En 2008, un premier plan chlordécone fut adopté. L'État a depuis mis en place quatre plans chlordécone, notamment pour lutter contre la pollution et ses impacts. Le dernier plan pour la période 2021-2027 prévoit 92 millions d'euros, il est présenté comme un chemin vers la réparation.

Une commission d'enquête parlementaire dirigée en 2019 par Serge Létchimy, à l'époque député, aujourd'hui président de la collectivité territoriale de Martinique, député du Parti progressiste martiniquais, a été mise en place. L'un des objectifs était de « *comprendre clairement comment ce pesticide jugé toxique dès la fin des années 1960 a pu être utilisé en toute connaissance de cause dans les bananeraies antillaises jusqu'en 1993* ». La commission a rendu ses conclusions, elle a proposé de créer un fonds d'indemnisation pour les victimes du chlordécone, notamment les travailleurs de la banane. Elle parle de mesures à prendre pour la décontamination des sols, et d'autres mesures, mais ce n'est qu'un avis, car elle n'a aucun pouvoir.

Certes, la commission dit que « *les responsabilités de l'État sont partagées avec les industriels, les groupements de planteurs* ». Mais ce qu'elle ne dit pas, c'est que ce sont ces derniers qui ont fait pression sur l'État pour qu'il

leur laisse le droit d'utiliser le chlordécone à grande échelle pendant plus de vingt ans.

Les riches békés ont toujours fait la pluie et le beau temps aux Antilles françaises, ayant porté et table ouvertes à l'Élysée. Alors, que l'État soit le premier responsable du scandale du chlordécone, c'est une évidence. Cependant, dans ce crime social de masse, les commanditaires sont les capitalistes békés, les riches planteurs. La commission d'enquête semble leur attribuer un rôle bien trop secondaire, comme pour les abriter derrière l'État.

Notre analyse de l'État comme serviteur politique des capitalistes n'a jamais été aussi juste.

## SCANDALE DANS LE SCANDALE : LE NON-LIEU

Le 24 novembre 2022, après seize ans de procédure, le parquet de Paris a requis un non-lieu dans l'affaire du chlordécone. Cette infamie a déclenché un grand mécontentement de la population en Guadeloupe et en Martinique. En 2021, le parquet avait déjà déclaré une possible prescription de l'affaire. Il y avait eu des milliers de manifestants dans les rues de Fort-de-France en février 2021. De nombreux rassemblements et manifestations eurent lieu pour dénoncer ce non-lieu dans

<sup>5</sup> Pierre-Benoît Joly, op. cit.



les deux îles et à Paris en décembre 2022. Lors de ces manifestations, les ouvriers de la banane ont pu dénoncer leur empoisonnement aux pesticides et leurs conditions de travail inhumaines dans les plantations.

Le tribunal de Paris a tranché, lundi 2 janvier 2023, dans l'affaire du chlordécone : non-lieu ! Bel exemple de mépris colonial ! Il n'y a donc, du point de vue de la justice, ni coupables ni responsables d'un empoisonnement qui atteint 90 % de la population dans les deux îles des Antilles, en Guadeloupe et en Martinique.

Les juges ont décidé qu'il y avait prescription, affirmant même que l'impact du produit sur la santé n'était pas scientifiquement prouvé lors de son interdiction. Alors que des études ont prouvé le lien entre l'empoisonnement au chlordécone et le cancer et d'autres maladies. L'enquête de Radio France a dévoilé en avril 2023 qu'il manquait huit années d'archives des différentes commissions qui étaient chargées d'évaluer les produits chimiques mis sur le marché. Non seulement les autorités savaient depuis 1981 que ce produit était dangereux, mais les huit années d'archives qui éclaireraient le détail des responsabilités ont disparu. Il y a certainement eu une volonté d'effacer les preuves de la culpa-

bilité des vrais responsables.

Autrement dit : la décision des juges c'est « circulez, il n'y a rien à voir ».

Alors que cette affaire fait grand bruit, les grandes familles de riches békés nient leur responsabilité dans cet empoisonnement. C'est un comble ! Le chlordécone a été commercialisé par l'entreprise Laguarigue. Le nom de son ancien directeur général était Yves Hayot, décédé en 2017, l'aîné de la puissante famille béké des Hayot. Son frère Bernard Hayot, le plus riche patron béké des Antilles, est spécialisé dans la grande distribution.

#### LA LUTTE DOIT CONTINUER

En Martinique, en 2019, tous les samedis pendant plusieurs semaines, des jeunes protestataires, liés aux groupes nationalistes, se rassemblaient devant les magasins appartenant aux gros possédants de l'île, le Groupe Bernard Hayot (GBH). Ils sont dénommés les « antichlordécone » ou encore les « rouge-vert-noir », car ils brandissent le drapeau nationaliste martiniquais avec ces couleurs. Le 23 novembre, ils bloquaient les accès des magasins et dénonçaient la responsabilité de ces riches békés dans l'empoisonnement au chlordécone et

la passivité de la justice pénale. Les gendarmes ont réprimé des militants qui bloquaient l'entrée du centre commercial Océanis et le supermarché Euromarché de GBH dans la commune du Robert. Les forces de répression sont aux ordres de ces békés.

Les riches békés ne sont nullement inquiétés par la justice mais ce sont les militants anti-chlordécone qui sont réprimés. Cinq jours après, sept militants ont en effet été arrêtés car suspectés d'avoir participé à ces échauffourées. Après plusieurs renvois, face aux nombreuses mobilisations, leur procès a été annulé en avril dernier.

Toujours en Martinique, des militants ont occupé l'Espace Camille Darsières à Fort-de-France et l'ont rebaptisé Lakou kont non-lieu (espace contre le non-lieu). Ils occupaient ce lieu, situé en face de l'ancien tribunal, depuis le 24 janvier 2023, pour protester contre le non-lieu dans l'affaire du chlordécone. Les gendarmes mobiles ont délogé les militants parce que leur mobilisation gênait les autorités.

Grâce aux luttes menées ces dernières années, quelques avancées furent obtenues. D'abord, le cancer de la prostate provoqué par les pesticides est reconnu comme maladie professionnelle par le décret du 22 décembre 2021.

Dernièrement, l'État a reconnu le droit pour les travailleurs qui ont été directement exposés aux pesticides, dont le chlordécone, d'obtenir une indemnisation, à condition de fournir toute une série de papiers. Mais il faudra poursuivre la lutte pour que l'ensemble des ouvriers agricoles, les femmes comme les hommes, soient indemnisés.

Le scandale du chlordécone nous montre que les capitalistes, les gros békés et leurs valets gouvernementaux ne changeront pas. Il faut les renverser !



Friedrich Engels en 1891.

## Friedrich Engels, les sociétés préhistoriques et l'oppression des femmes

Plusieurs livres et articles sont venus ces derniers temps relancer un débat fort ancien sur l'évolution des sociétés préhistoriques<sup>1</sup>. Comme d'autres avant eux, ils ont en commun de mettre en cause l'idée développée à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, reprise et scientifiquement étayée par Engels dans son livre *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884), que l'oppression des femmes n'a pas toujours existé.

Ces universitaires affirment au contraire que la domination des hommes sur les femmes est le lot commun des sociétés humaines depuis au moins le paléolithique supérieur, c'est-à-dire 30 000 ou 40 000 ans avant le néolithique. Or le néolithique, qui se met en place il y a 8 000 à 12 000 ans selon les régions du monde, est une période de référence pour les marxistes. C'est ainsi que nous pensons, à la suite d'Engels, que le développement des forces productives qui a eu lieu à cette période, notamment les capacités de stockage, l'agriculture et l'élevage à une large échelle, qui a mené à l'accroissement des richesses, à l'apparition des classes sociales, de l'exploitation et de l'État, est la base matérielle d'une transformation profonde des rapports sociaux dont l'une des conséquences fut l'instauration systématique de la domination masculine, donc de l'oppression des femmes. En cherchant à démontrer que l'oppression des femmes est systématique depuis au moins le début du paléolithique supérieur, ces universitaires remettent de fait en cause le raisonnement d'Engels et en réalité le marxisme

comme méthode pour comprendre les sociétés, leur évolution et la manière de les changer. Ils rejoignent ainsi ceux qui affirment que le marxisme est incapable d'expliquer la diversité des sociétés préhistoriques et leurs évolutions, que les liens du sang, les liens familiaux suffisent à tout expliquer. En rompant le lien entre évolution de la société et oppression des femmes, ils privent aussi tous ceux qui veulent combattre l'oppression des femmes d'une base politique solide, celle qui affirme que, en en finissant avec le capitalisme et les sociétés d'exploitation, on pourra en finir avec l'oppression des femmes comme avec toutes les oppressions. Ils alimentent ainsi, consciemment ou non, deux idées : soit la vieille idée réactionnaire remise au goût du jour que la domination des hommes serait le lot des sociétés humaines depuis pratiquement l'aube de l'humanité et qu'elle existera toujours, soit son pendant féministe faussement radical qui fait du combat contre le patriarcat le combat primordial et qui affirme que chercher à renverser les rapports sociaux ne sert à rien ou n'est que secondaire.

### L'ACTUALITÉ DE L'ORIGINE DE LA FAMILLE

Pour la compréhension des sociétés préhistoriques, de ces sociétés qui par définition n'ont pas laissé de témoignages écrits de leur organisation, les militants révolutionnaires ne peuvent que lire les études des scientifiques. Engels n'a pas fait autrement quand il publia en 1884 *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, en s'appuyant sur les études anthropologiques de Lewis Henry

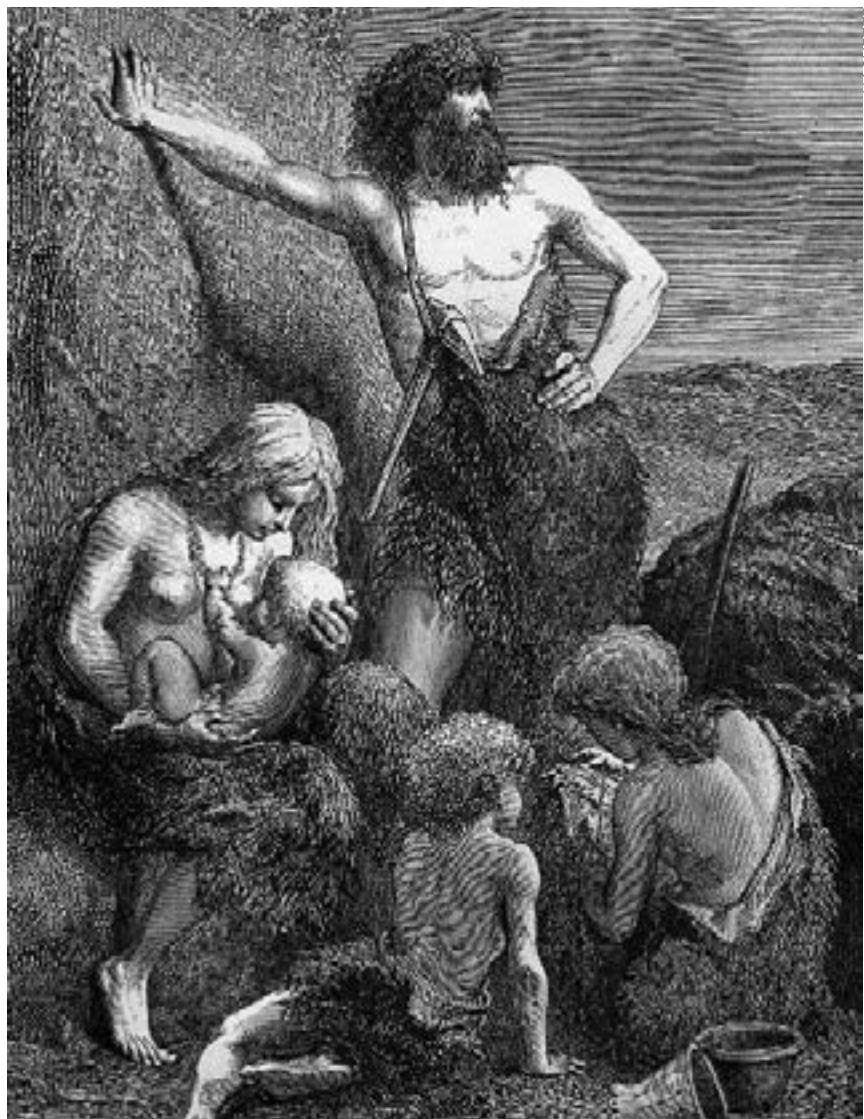


Lewis Henry Morgan.

1 Pour la science n° 537, juillet 2022, dossier p. 36-47 ; Pascal Picq, *Et l'évolution créa la femme*, Odile Jacob, 2020.

Morgan. Basées sur l'observation de la société iroquoise, ces études laissaient penser que, avant les sociétés divisées en classes sociales, les hommes et les femmes étaient organisés dans des sociétés économiquement égalitaires – Engels parlait de communisme primitif – sans exploitation, sans État, des sociétés qualifiées par Morgan de matriarcat primitif au sein desquelles, affirmait-il, les femmes dominaient. Ces études avaient à l'époque révolutionné la perception que l'on avait du passé préhistorique, en mettant en évidence le fait que la famille moderne, l'oppression des femmes, les classes sociales, la propriété privée et l'État ne sont pas un fait naturel, ni des phénomènes éternels, mais des produits de l'histoire des hommes et de la lutte des classes.

Pour Engels, il n'y avait pas de dogme. Comme il l'écrivit en 1891, il était prêt à revoir ses écrits si la documentation évoluait<sup>2</sup>, ce qui fut le cas au 20<sup>e</sup> siècle. Au-delà des étapes décrites par Engels dans son livre, qui s'appuyaient sur l'état des sciences à son époque, son aspect révolutionnaire réside dans l'application du raisonnement marxiste, matérialiste historique, à la compréhension de ce que sont les sociétés. Ce raisonnement permet de comprendre que l'histoire de l'humanité est déterminée par le développement des forces productives, par la façon dont les êtres humains s'organisent pour produire et se reproduire. C'est pourquoi cet ouvrage reste d'une actualité saisissante et donne toujours une base pour l'activité militante, notamment dans la compréhension que la société capitaliste est le produit d'une évolution, dans son analyse de l'État comme instrument de la classe dominante et finalement dans les moyens d'en finir avec l'exploitation et toutes les oppressions.



HACHETTE

Représentation de la famille préhistorique en 1870 : un papa dominateur, une maman, trois enfants.



ARC

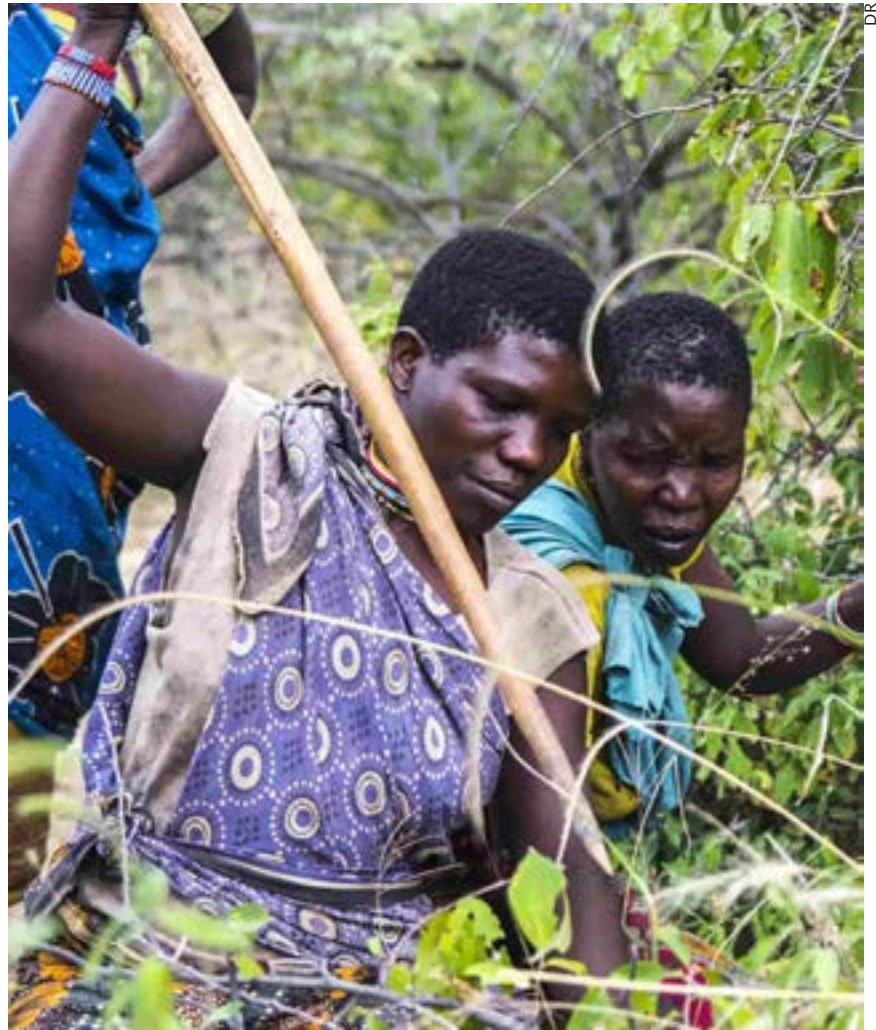
Le couple préhistorique vu par Buster Keaton en 1923.

2 Introduction de 1891 à la réédition de *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*.

En matière de préhistoire, le travail des scientifiques est à la base de l'avancée des connaissances. Mais les scientifiques n'existent pas au-dessus de la société. Ils en sont un des produits et leurs raisonnements peuvent être le reflet des influences du moment, d'autant plus quand le domaine qu'ils étudient concerne les sociétés humaines.

## POUR UN MATÉRIALISME DIALECTIQUE

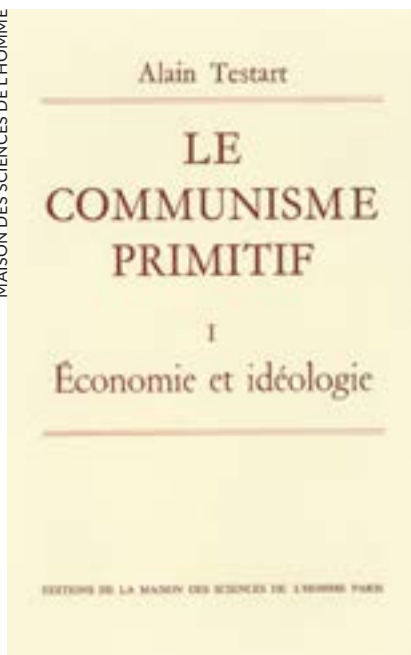
Depuis Morgan, l'anthropologie a ainsi connu de nombreux courants de pensée non seulement hostiles au marxisme, mais remettant en cause l'idée même que les sociétés humaines ont évolué. À la fin du 20<sup>e</sup> siècle, cette idée d'évolution est revenue en force avec un courant représenté en France par Alain Testart, un anthropologue décédé en 2013, qui sert aujourd'hui de référence à de nombreux universitaires. Pour Testart, les sociétés préhistoriques auraient évolué en se différenciant les unes des autres, telles les branches d'un même



Femmes hadza, un peuple égalitaire.

arbre, une image qui permet de mieux refléter l'immense diversité des sociétés traditionnelles dont on prit conscience au 20<sup>e</sup> siècle. Cependant Testart rejette explicitement le marxisme comme méthode permettant d'expliquer cette évolution. Selon la conception matérialiste, marxiste, « *La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elle est le langage de la vie réelle.* »<sup>3</sup> Mais, pour Testart, si l'évolution technique, les causalités environnementales et démographiques, les relations avec des peuples voisins jouent un rôle évident, les liens de parenté, les obligations sociales liées au mariage

« *suffisent à expliquer tout – ils expliquent jusqu'à la forme de l'économie* »<sup>4</sup>, sans qu'ils aient eux-mêmes à être expliqués par les conditions matérielles dans lesquelles les hommes vivent, ou par leur histoire. Ainsi Testart propose-t-il d'expliquer la lente évolution technique au paléolithique par la structure sociale des chasseurs-cueilleurs nomades d'alors, dont il suppose qu'elle ressemblait à celle des aborigènes australiens d'aujourd'hui<sup>5</sup>, chez qui les maris, parce que leur production est accaparée par la famille de leur épouse, qui vient d'un autre groupe de la société, ne sont pas incités à améliorer leurs techniques de production. Alors que Testart donne souvent une explication matérialiste à l'évo-



3 Karl Marx et Friedrich Engels, *L'idéologie allemande*, 1845.

4 Commentaires d'Alain Testart sur son livre *Le communisme primitif*, 1985.

5 Alain Testart, *Avant l'histoire*, Gallimard, 2012.



Scène de chasse préhistorique.

lution de telle ou telle société, il couronne ses raisonnements d'un principe général – les liens de parenté suffisent à tout expliquer, y compris l'économie – qui l'amène à une position qu'en philosophie on nomme idéalisme, par opposition au matérialisme, car il fait procéder la réalité concrète, sociale ou matérielle, de la représentation que les hommes s'en font.

Testart nous ramène ainsi aux vieilles conceptions bourgeoises apparues à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, selon lesquelles les idées mènent le monde. Cependant les liens de parenté, les obligations matrimoniales ne naissent pas de rien, mais de la nécessité pour les premières sociétés humaines de s'organi-

ser afin d'assurer ne serait-ce que la reproduction biologique du groupe, ce qui est la base de l'économie. De même les systèmes de dons, d'échanges dans un certain nombre de sociétés peuvent être compris comme répondant à la nécessité à la fois économique et sociale de tisser des liens entre leurs membres, de les renforcer afin d'assurer leur pérennité, tout en garantissant un certain équilibre dans la répartition des ressources. On pourrait aussi objecter à cette manière de poser les problèmes à l'envers que, si les structures sociales du type de celles des aborigènes ont disparu partout sauf en Australie, c'est peut-être qu'elles étaient devenues un obstacle au développement et à

l'usage de nouvelles techniques, plus efficaces, tandis que les structures des sociétés qui se sont alors développées permettaient aux hommes de profiter pleinement de ces nouvelles techniques. La relation entre l'économie et la structure de la société (l'État, le droit quand ils existent, les coutumes, les représentations religieuses, mythologiques, l'idéologie en général) doit se comprendre de façon dialectique et historique, c'est-à-dire dans son évolution et dans les contradictions de tous ordres qui en sont le moteur.

Pour survivre, les hommes doivent agir sur la nature. Ils le font en fonction des forces productives dont ils disposent et des organisations sociales qu'ils ont construites, dans lesquelles les techniques, la division du travail, les échanges évoluent. Cette évolution permanente fait naître au sein des sociétés de nouvelles contradictions qui donnent lieu à de nouveaux changements, à des évolutions et des révolutions, sources de nouveaux développements. Chaque génération s'élève ainsi sur les épaules de la précédente, construit son monde à partir des conditions qu'elle a trouvées pour vivre et croître et, agissant ainsi à son tour, elle modifie son propre environnement matériel, social, économique, se modifie elle-même et celle qui lui succédera. Que cela se fasse, selon les lieux, les circonstances, les groupements humains considérés, à des rythmes plus ou moins lents au regard de l'histoire de l'humanité, de façon plus ou moins perceptible même aux yeux d'un observateur d'aujourd'hui, et avec des résultats divers d'un groupe à l'autre, ce n'en est pas moins un fait indiscutable.

Pour Alain Testart cependant, « il n'est pas besoin de concevoir un mécanisme pour penser l'évolution des sociétés », « l'action humaine (de l'homme en société, agissant sur la société) est une



condition nécessaire et suffisante de l'évolution des sociétés »<sup>6</sup>. Que l'action humaine soit nécessaire et suffisante, c'est une évidence. Les sociétés évoluent parce que les hommes les font évoluer, en fonction de ce qu'ils pensent. Encore faut-il déterminer quelles sont les idées qui émergent dans leur cerveau. Ces idées, ils ne peuvent les former qu'en fonction de leur place dans la société, des rapports qu'ils entretiennent avec les autres, de leur environnement, technique, démographique, et aussi de l'histoire et de la culture qu'ils se sont construites. Les structures sociales, les liens de parenté ne sont qu'un élément du tableau.

À partir de ce que l'on sait des 50 000 dernières années, on constate que, au-delà des évolutions particulières de chaque société, l'évolution globale des sociétés humaines s'explique fondamentalement par le développement des forces productives, par l'évolution des techniques que les hommes et les femmes mettent en œuvre. La quasi-totalité des sociétés de chasseurs-cueilleurs qui occupaient la planète au paléolithique supérieur ont ainsi fini par laisser la place, sauf en quelques endroits où cela n'a alors pas été possible (dans les déserts, sur la banquise), aux sociétés pratiquant l'agriculture et l'élevage à grande échelle. L'apparition d'un surproduit social permanent, la division du travail plus poussée ont entraîné des bouleversements dans les organisations sociales, dans les rapports humains et dans les liens de parenté. Mais ce néolithique, cette première révolution économique qui s'est étalée sur des millénaires, a été suivie de bien d'autres, pour conduire *in fine* aux sociétés industrielles modernes. Ce développement historique global, déterminé par l'évolution des forces pro-

ductives, s'est fait au travers d'une multitude de sociétés aux trajectoires historiques particulières, qui, pour des raisons qu'il faudrait analyser en détail dans chaque cas, se sont séparées ou entremêlées, se sont imposées ou ont disparu, donnant à chaque société considérée son propre caractère.

LA DIVERSITÉ  
DES SOCIÉTÉS  
DE LA PRÉHISTOIRE

Pascal Picq  
Et l'évolution  
créa  
la femme



ODILE JACOB

Dans son livre paru en 2020 *Et l'évolution créa la femme*, Pascal Picq, qui s'appuie largement sur Alain Testart, critique lui aussi à plusieurs reprises le marxisme en remettant en cause le lien entre l'économie et l'organisation sociale. Il écrit ainsi : « *Les connaissances récusent l'évolutionnisme social naïf et idéologique et, surtout, le déterminisme qui prévaut encore entre système économique et organisation sociale hérité de la pensée marxiste. Cette dernière conserve son importance. Mais on voit bien que, pour les mêmes économies et les mêmes moyens de production, les systèmes sociaux diffèrent consi-*

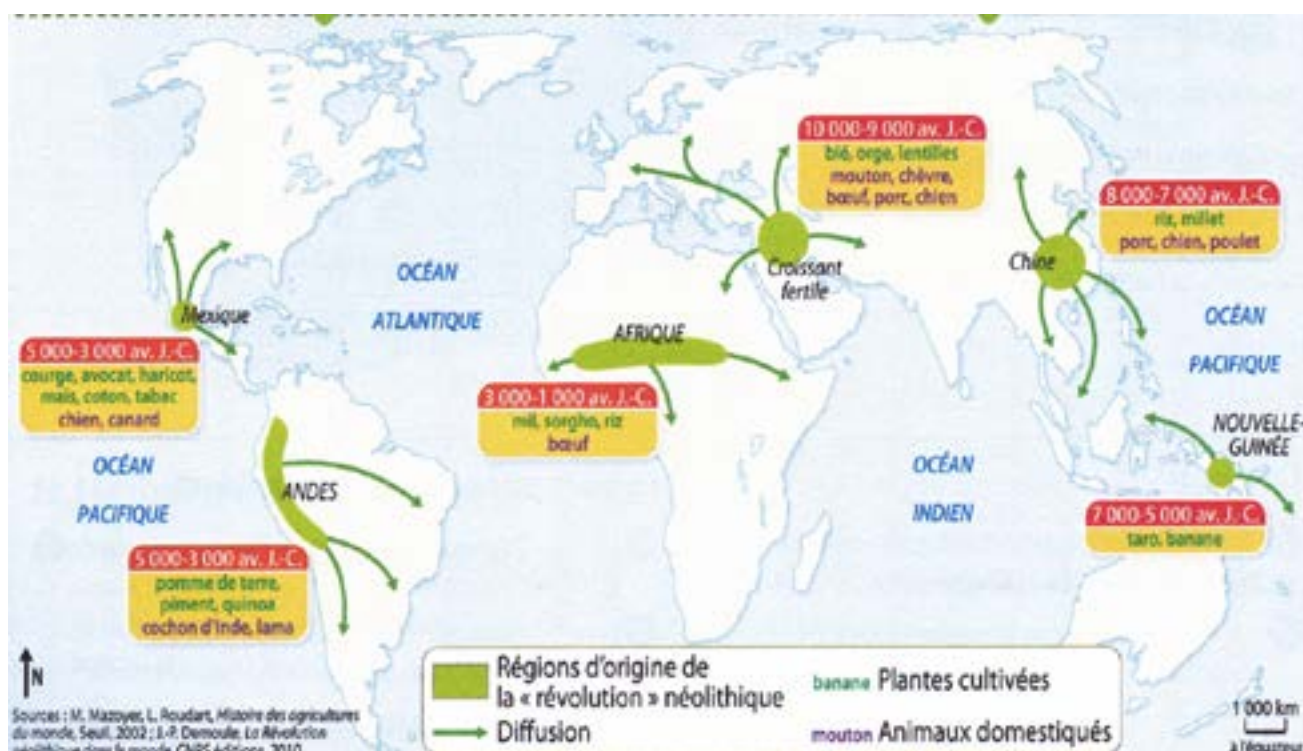
dérablement, et plus encore en ce qui concerne la condition des femmes. » Pascal Picq fait dire au marxisme qu'à un niveau de technologie correspond un seul type de société. En cela, il envisage le marxisme comme un matérialisme ossifié, mécanique et non dialectique, ce qui est peut-être une conséquence des ravages opérés par le stalinisme dans le domaine de la pensée scientifique, qu'il caporalisa et qui remplaça le matérialisme dialectique par une scolastique qui cherchait à tordre la réalité pour qu'elle rentre dans des cases prédéfinies.

En réalité, la critique de Testart, de Picq et de quelques autres n'a rien de nouveau ni d'original. C'est un vieux débat qu'avait réglé Marx lui-même. Il écrivait en 1845 : « *À chaque stade se trouvent donnés un résultat matériel, une somme de forces productives, un rapport avec la nature et entre les individus, créés historiquement et transmis à chaque génération par celle qui la précède, une masse de forces de production, de capitaux et de circonstances, qui, d'une part, sont bien modifiés par la nouvelle génération, mais qui, d'autre part, lui dictent ses propres conditions d'existence et lui impriment un développement déterminé, un caractère spécifique.* »<sup>7</sup> Les hommes agissent, développent leurs techniques, modifient leurs relations sociales comme les relations qu'ils ont à l'extérieur de leur groupe, en un mot modifient leur société tout en étant conditionnés par elle, c'est-à-dire par les rapports qu'ils nouent et entretiennent entre eux.

Georges Plekhanov, à qui revint la tâche d'introduire le marxisme en Russie, discuta lui aussi de ce qu'a de fondamentalement dialectique la conception marxiste de l'évolution des sociétés humaines, en particu-

6 Ibid.

7 Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, 1845.



La révolution néolithique.

lier dans les relations que des sociétés contemporaines entretenaient entre elles, le « milieu historique ». Il affirmait en 1895 : « *Le clan est un type de communauté propre à toutes les sociétés humaines à un certain degré de leur évolution. Mais l'influence du milieu historique différencie fort le destin des clans dans les différentes tribus. Elle leur confère des traits pour ainsi dire individuels. Elle en ralentit ou elle en accélère la dissolution. Elle différencie notamment le processus de celle-ci; et cette différenciation conditionne celle des formes sociales qui se substituent au clan.* »<sup>8</sup> Cela revient à dire que les sociétés préhistoriques, qui ont une longue histoire, sont elles-mêmes un produit de l'histoire.

L'influence du processus historique sur la différenciation des sociétés est une évidence, y compris quand on observe un tant soit peu les sociétés capitalistes modernes, qui ont à la fois des traits communs et des traits différents. Le même mode de production se décline différemment en fonction de

l'histoire particulière de chaque pays, en relation avec les autres, ce que Trotsky appelait le développement inégal et combiné, qui fait de l'histoire des sociétés, non pas des histoires linéaires indépendantes, mais une histoire entremêlée, chaque société avançant autant du fait de la dynamique de ses propres contradictions que sous l'influence de ses voisines, de leurs propres contradictions ainsi que, à un autre niveau, des contradictions générales du mode de production qu'elles ont en partage.

### LE NÉOLITHIQUE, UN CHANGEMENT FONDAMENTAL

Au début du paléolithique supérieur, littéralement l'âge de la pierre ancienne en référence aux outils de pierre utilisés à cette période, plusieurs espèces humaines peuplaient encore la Terre. Seul Homo sapiens traversa cette période, ayant assimilé et/ou supplanté les autres espèces. Dans ces sociétés du paléolithique supérieur, les forces productives étaient encore si

peu développées qu'il ne pouvait pas y avoir d'exploitation ni de division de la société en classes. La cohésion de ces sociétés n'était pas assurée par un État, une autorité publique spéciale s'imposant à ses membres, coupée de ceux-ci. Ces sociétés s'administraient elles-mêmes et ne pouvaient fonctionner que sur la base de la coopération. L'un des premiers problèmes des sociétés les plus primitives était d'assurer la survie du groupe et sa reproduction, ce qui d'une manière ou d'une autre mettait les femmes au centre de la société et ne pouvait pas conduire systématiquement à leur oppression, ce qu'ont confirmé un certain nombre d'observations ethnologiques. Avec un degré de développement des forces productives relativement faible, en ayant en commun l'absence d'exploitation du travail d'autrui, les hommes ont pu construire, dans des situations très diverses et pour des raisons qu'il faudrait pouvoir analyser en particulier, des structures sociales, des cultures très variées qui, au sein de cette même période du paléolithique, ont à

<sup>8</sup> Plekhanov, *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, chapitre V, 1895.



*Proximité entre bovins et humains, débuts de l'élevage, site de Tassili n'Ajjer, en Algérie, daté d'au moins 8 000 ans.*

leur tour ouvert certaines possibilités d'évolution que d'autres ne permettaient pas. La même cuisson de l'argile donnera des statuettes au paléolithique supérieur et, quelques millénaires plus tard, des vases permettant le stockage.

Le néolithique, littéralement l'âge de la pierre récente, que l'on disait auparavant de la pierre polie, s'étala sur plusieurs millénaires, une période pendant laquelle les populations apprirent à stocker la nourriture, certaines se sédentarisèrent. Les jardins qui existaient probablement à la fin du paléolithique dans certaines sociétés, on parle de sociétés horticoles, furent remplacés par des champs irrigués, à la terre fendue par des araires. La division du travail s'accrut, devint un phénomène général, et non plus marginal ou ponctuel. Le surplus de la production que permettaient les nouvelles techniques permit à des groupes humains au sein de ces sociétés de se libérer de la production alimentaire. Il devint l'enjeu de la lutte entre

des classes sociales opposées en train d'apparaître. Chose impossible jusque-là, le travail d'autrui devint exploitable et ceux qui se mirent à dominer finirent par mettre en place un organe de contrainte sociale que l'humanité n'avait jamais connu jusqu'alors, l'État, ayant pour fonction essentielle de maintenir un certain équilibre dans des sociétés en proie à des contradictions de plus en plus violentes, tout en préservant les intérêts des couches sociales dominantes et possédantes.

Cette préhistoire, des débuts du paléolithique supérieur au néolithique, a vu succéder environ 1 500 générations d'hommes et de femmes, qui se sont organisées dans des milliers de sociétés, qui ont connu des dynamiques de développement fort variées quant à leur rythme et aux degrés qu'elles ont atteints, qui ont toutes connu des évolutions particulières sur pratiquement l'ensemble de la planète, dans tous les environnements, dans toutes les conditions matérielles possibles.

En observant les peuples dits traditionnels, ces centaines<sup>9</sup> de peuples sans État ayant survécu jusqu'à aujourd'hui ou ayant été observés dans les deux ou trois siècles derniers, on sait que ces sociétés ont pu être celles de chasseurs-cueilleurs, de nomades, de semi-sédentaires ou de sédentaires, des sociétés pratiquant l'horticulture à divers degrés, avec ou sans richesse, avec ou sans propriété autre que celle fondée sur l'usage. L'esclavage n'existait que dans certaines de ces sociétés sans État, dont l'économie était très particulière. Pour ces sociétés sans État, sont distingués au moins trois systèmes politiques, celui où l'autorité est basée sur la reconnaissance, l'influence ou la richesse, celui de la démocratie primitive, basée sur les conseils, comme chez les Iroquois décrits par Morgan, et celui dit en organisation lignagère, en lignée héréditaire, de façon patrilinéaire ou matrilinéaire, conférant le pouvoir à l'individu le plus ancien de la lignée.

La diversité des sociétés

<sup>9</sup> Amnesty International parle de 5 000 peuples autochtones représentant aujourd'hui près de 500 millions de personnes, la définition de peuples autochtones étant large.

préhistoriques est en réalité plus vaste, car il faudrait tenir compte de toutes celles, l'immense majorité, qui ont disparu sans laisser de traces ni écrites bien sûr, ni archéologiques, qu'il est impossible de décrire de façon détaillée parce qu'elles ont fusionné avec d'autres, ou parce qu'elles ont évolué pour donner des sociétés plus modernes, celles qui ont inventé les États et qui ont fait entrer l'humanité dans l'histoire proprement dite. Les sociétés observées par les ethnologues sont celles dont l'évolution n'a pas pris cette voie, parce que le milieu dans lequel elles existent ne l'a pas rendu nécessaire ou ne l'a pas permis. Et encore, celles qu'on peut observer aujourd'hui sont celles qui ont survécu à la poussée des sociétés modernes, capitalistes, de leur colonialisme et de leur impérialisme. Elles n'ont pas pu survivre à cette poussée sans évoluer.

### NON, L'OPPRESSION DES FEMMES N'A PAS TOUJOURS EXISTÉ!

En ce qui concerne les relations entre les hommes et les femmes, de nombreux scientifiques affirment aujourd'hui que rien ne permet de penser que les sociétés humaines ont d'abord existé sous la forme d'un matriarcat primitif, où les femmes auraient dominé l'ensemble de la communauté en y disposant des leviers du pouvoir. Un tel matriarcat ne se rencontre dans aucune société observée par les ethnologues et aucun indice archéologique n'y conduit. Engels ne parlait d'ailleurs pas non plus de matriarcat. Mais le fait que les femmes ne dominent pas ne veut pas dire qu'elles sont opprimées. Ainsi Heide Goettner-Abendroth, dans son livre *Les sociétés matriarcales*<sup>10</sup>, limite le sens du mot matriarcat, en affirmant

<sup>10</sup> Paru chez Des femmes-Antoinette Fouque en 2019.



HOMINIDES.COM

*La dame du Cavillon (-24 000 ans), enterrée avec faste, a longtemps été considérée comme l'homme de Menton, chef de clan.*

que les sociétés qu'elle décrit ne sont pas des sociétés où les femmes dominent les hommes, un patriarcat inversé, mais des sociétés égalitaires, y compris entre les sexes, et organisées autour des femmes.

En ce qui concerne la division sexuelle du travail, c'est-à-dire la répartition entre les sexes des tâches nécessaires à la survie du groupe, celle-ci semble commune à la quasi-totalité des sociétés dites traditionnelles observées, y compris les plus égalitaires des chasseurs-cueilleurs, y compris les sociétés horticultrices décrites par Heide Goettner-Abendroth. Cela conduit à penser, comme Engels l'avait déjà noté dans *L'origine de la famille*, qu'une telle division devait probablement exister de façon élémentaire avant le néolithique.

L'existence de la division sexuelle du travail, comme l'absence de sociétés dominées exclusivement par les femmes, ont conduit des scientifiques à chercher des sociétés primitives ignorant les classes sociales où les femmes seraient opprimées. Ils estiment en avoir trouvé en nombre, que ce sont des « faits irréductibles et incontestables ». Nombre de ces observations sont contestées par d'autres scientifiques. Mais, au-delà des controverses de spécialistes, ce sont les interprétations que certains en font et les conclusions qu'ils en tirent que nous considérons comme entachées par les pressions du moment.

Selon eux, la domination masculine est une caractéristique commune aux sociétés préhistoriques, et donc à toutes les sociétés connues ayant existé jusque-



Femmes du peuple San, un peuple de chasseurs-cueilleurs égalitaire.

là. Ils tirent cette conclusion de leurs observations, malgré toute la diversité des organisations sociales des sociétés préhistoriques, malgré les observations et les interprétations contraires, malgré les millénaires écoulés, malgré les milliers de sociétés disparues sans laisser de trace. Ils réintroduisent, consciemment ou pas, mais par la bande, la « nature humaine », ou tout au moins ils font de cette oppression un trait invariant des sociétés humaines, comme si ces dernières n'avaient de ce point de vue pas d'histoire. Les partisans du structuralisme au milieu du 20<sup>e</sup> siècle, qui cherchaient à la suite de Claude Lévi-Strauss à n'étudier que la « structure » des sociétés au travers de traits invariants, n'avaient déjà de fait, par leur choix de sociétés « sans histoire », que l'histoire ait un sens, et que celui-ci conduise l'humanité à la possibilité de se débarrasser de la société de classes, et donc de renverser le système capitaliste. Pascal Picq, prenant comme référence le mode de

vie des grands singes, conclut, malgré quelques précautions d'usage, que « *toutes les données de l'éthologie [l'étude des comportements animaux] comme de l'ethnographie inclinent vers des sociétés dominées par la violence des mâles et la coercition des femmes* ». Il présente même la domination masculine comme une constante dans l'histoire des sociétés préhistoriques, avec des différences de degrés, soit avec « *des sociétés de plus en plus violentes, notamment à l'encontre des femmes* », soit avec « *une accentuation de la violence vers la fin de la préhistoire* ». Dans sa démonstration, il fait néanmoins preuve de prudence, car il admet non seulement que les ethnologues voient les choses avec les lunettes que la société leur a posées sur le nez, avec leurs propres préjugés, mais il doit aussi tenir compte des nombreuses « exceptions » observées dans tous les types de sociétés dites traditionnelles. Finalement, si dans un certain nombre de sociétés,

qu'elles soient celles de chasseurs-cueilleurs ou qu'elles soient horticoles, les femmes sont méprisées, rendues en quelque sorte invisibles, violentées, ou ont très peu de pouvoir, c'est donc loin d'être systématique. Aussi, quand Pascal Picq écrit que « *l'espace des possibles sociétaux ne se joue pas entre des sociétés dominées par des femmes/matriarcat ou des hommes/patriarcat, on va plutôt d'une situation d'égalité entre femmes et hommes à des inégalités de plus en plus marquées, jusqu'à des formes très coercitives d'antagonisme social* », il résume l'état des recherches et des études des scientifiques de la préhistoire. Mais quand il conclut cette même phrase par : « *toutes ces sociétés étant dominées par les hommes* », il fait un choix, non pas ethnologique, mais en réalité politique, idéologique, de présenter les choses sous l'angle de la domination invariante des hommes. Cette attitude correspond à certaines tendances idéologiques



Manifestation à Nancy en mars 2022.

actuelles qui, faisant du patriarcat la cible de tous les combats, décident d'ignorer la nécessité de renverser le système capitaliste pour pouvoir en finir avec l'oppression des femmes.

On ne peut d'ailleurs juger de l'oppression des femmes dans les sociétés dites traditionnelles avec l'idée qu'on en a aujourd'hui. Dans les sociétés que les ethnologues ont décrites, les sphères d'activité des hommes et des femmes semblent souvent très séparées mais complémentaires, les hommes accaparant les sphères du politique, des relations avec les autres groupes, qu'elles soient pacifiques ou guerrières, les femmes ayant des pouvoirs réels dans la production de nourriture. Sans doute, avec au début du néolithique l'apparition de la richesse stockée, accumulée,

plus encore avec l'apparition des classes sociales et de l'exploitation du travail d'autrui, les relations extérieures, la guerre, les échanges devenant fondamentaux pour le développement des sociétés, ces différences deviendront des vecteurs de domination des hommes sur les femmes, les femmes étant reléguées à la production de nourriture et à la reproduction de la force de travail.

Le choix de Pascal Picq et d'autres, redisons-le, est plus social et politique que scientifique. Celui que nous faisons l'est aussi, mais il s'inscrit, lui, dans la perspective de la lutte consciente de l'humanité pour s'affranchir de toutes les formes d'oppression et d'exploitation. Ce n'est qu'avec le néolithique que l'oppression des femmes est devenue systématique, un

fait général, en changeant de caractère sous la pression de l'évolution des forces productives, où, « même à la maison, ce fut l'homme qui prit en main le gouvernail; la femme fut dégradée, asservie, elle devint esclave du plaisir de l'homme et simple instrument de reproduction »<sup>11</sup>, un changement global et déterminant pour l'humanité.

Ce choix, qui est au cœur du marxisme, permet d'armer politiquement ceux qui sont révoltés par l'oppression des femmes et qui cherchent une solution. En comprenant que cette oppression est le produit de l'évolution des forces productives à un stade qui a vu naître l'accumulation de richesses et l'exploitation, on comprend qu'on n'en finira avec une telle oppression qu'en en finissant avec la nécessité d'accumuler et d'exploiter. En renversant le capitalisme, en organisant rationnellement l'économie à l'échelle de la planète, la classe ouvrière sera en mesure de construire un monde où chacun recevra selon ses besoins et travaillera selon ses capacités, quel que soit son état de santé, un monde où les structures collectives permettront aux femmes de sortir définitivement du foyer et de participer pleinement à la vie publique, un monde où les unions ne se feront pas selon des contraintes économiques. Ce n'est qu'à ces conditions que l'égalité entre tous pourra devenir réelle y compris entre les sexes.

20 juin 2023

11 *L'origine de la famille*, chapitre II.3

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

# lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix: 1,50 €.

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués...  
Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail:  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT). Prix: 2 €.

## Les dernières conférences:

**Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales**  
(n° 172, 15 avril 2023)

**La Chine depuis Mao: face aux pressions impérialistes et aux menaces de guerre**  
(n° 171, 10 mars 2023)

**Révolte en Iran: face à une dictature obscurantiste, élément de l'ordre impérialiste**  
(n° 170, 4 février 2023)

**L'Ukraine, terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie**  
(n° 169, 19 novembre 2022)

**Les banques, un concentré du capitalisme en crise**  
(n° 168, 20 novembre 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page:  
[www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



**Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)**  
*Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique*  
Édité par Lutte ouvrière  
Prix 15 €



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com).

## Thomas Rose

*Les socialistes en France 1871-1914*

Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

*Tome 1: Les tentatives d'un parti de classe 1871-1898*



*Tome 2: Du ministérialisme à l'Union sacrée 1898-1914*



**Georg Scheuer**  
*Seuls les fous n'ont pas peur*

*Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)*

Collection Témoignages

Prix : 15€



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par  
l'Union africaine des travailleurs  
communistes internationalistes  
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du  
Bund Revolutionärer Arbeiter  
Abonnement un an: Allemagne 11 €,  
autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –  
ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS – BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be> et  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
boletinvozobrera@yahoo.es  
APARTADO DE CORREOS – 10210 –  
SEVILLA – ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA  
<http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle  
publiée par The Spark  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA

## FRANCE



Hebdomadaire trotskyste  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France – DOM TOM,  
six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



Mensuel  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



Trimestriel publié par Workers' Fight  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier – Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier – Louis Maugée  
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



Mensuel révolutionnaire  
internationaliste publié par  
l'Organisation des travailleurs  
révolutionnaires (UCI)  
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier  
communiste  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –  
ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> – contact  
e-mail: [linternazionale@tin.it](mailto:linternazionale@tin.it)

## TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>